



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Année 2018 – RAA n° 1

Publié le 31 janvier 2018

Année 2018 – RAA n° 1

SOMMAIRE

I. DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

| DATE | ACTE | N° | Objet |
|------------|--------------|----------|--|
| 25/01/2018 | Délibération | 2018.001 | AFFAIRES BUDGETAIRES - Débat d'orientation budgétaire (DOB) |
| 25/01/2018 | Délibération | 2018.002 | AFFAIRES BUDGETAIRES - Demande de subvention : Programme écoles numériques 2018 |
| 25/01/2018 | Délibération | 2018.003 | AFFAIRES BUDGETAIRES - Demande de subvention : Aménagement d'une nouvelle garderie |
| 25/01/2018 | Délibération | 2018.004 | AFFAIRES BUDGETAIRES - Demande de subvention : Restructuration du bâtiment polyvalent et de la garderie (mise en accessibilité, espace bibliothèque et garderie) |
| 25/01/2018 | Délibération | 2018.005 | AFFAIRES BUDGETAIRES - Demande de subvention : Création de l'espace socio-culturel |
| 25/01/2018 | Délibération | 2018.006 | AFFAIRES BUDGETAIRES - Demande de subvention : Programme de voirie 2018 |
| 25/01/2018 | Délibération | 2018.007 | AFFAIRES BUDGETAIRES - Demande de subvention : Réfection des voies communales n° 12 et n° 6 |
| 25/01/2018 | Délibération | 2018.008 | AFFAIRES BUDGETAIRES - Demande de subvention : Etude d'une Projet d'Aménagement du Bourg (PAB) à Bernou |
| 25/01/2018 | Délibération | 2018.009 | AFFAIRES BUDGETAIRES - Demande de subvention : Campagne de mesure et de surveillance de la qualité de l'air intérieur |
| 25/01/2018 | Délibération | 2018.010 | URBANISME - Réglementation des boise-ments |
| 25/01/2018 | Délibération | 2018.011 | DOMAINE COMMUNAL – Dénomination de voies et numérotations des habitations |
| 25/01/2018 | Délibération | 2018.012 | DOMAINE ET PATRIMOINE – Déclassement et aliénation de biens communaux |
| 25/01/2018 | Délibération | 2018.013 | AFFAIRES SCOLAIRES - Avis du Conseil Municipal sur la direction de l'Ecole du Bourg |
| 25/01/2018 | Délibération | 2018.014 | PERSONNEL COMMUNAL – Mise à jour du tableau des emplois |

II. ARRÊTÉS DU MAIRE

| DATE | N° arrêté | Nature | Objet |
|-------------|----------------------|--|--|
| 09/01/18 | 2018.001 | Libertés publiques et pouvoirs de police | Réglementation temporaire de la circulation (rétrécissement de chaussée) : Intersection VC3 et RD152E – Travaux effectués par Ent. AEL |
| 09/01/18 | 2018.002 | Libertés publiques et pouvoirs de police | Réglementation temporaire de la circulation (rétrécissement de chaussée) : VC5 – Travaux effectués par Ent. AEL |
| 24/01/18 | 2018.003 | Libertés publiques et pouvoirs de police | Réglementation temporaire de la circulation (route barrée) : VC3 – Travaux effectués par Ent. PIGNOT |
| 31/01/18 | 2018.004 | Libertés publiques et pouvoirs de police | Réglementation temporaire de la circulation (rétrécissement de chaussée) : Plusieurs secteurs – Travaux effectués par Ent. VEDIAUD |

III. DIVERS

| | | |
|----------|---------------------------|--|
| 15/01/18 | Arrêté commun avec Larche | Réglementation temporaire de circulation Pont de Barbazan du 17 au 19 janvier 2018 |
|----------|---------------------------|--|

**COMMUNE DE
SAINT-PANTALÉON-DE-LARCHE**



**DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Délibération n°
2018.001

Séance du 25/01/2018
N° ordre : 01



Nombre de Conseillers

- En exercice : 27
- Présents : 19
- Excusés : 8
- Votants : 22
dont 3 pouvoirs

**VOTE : délibération
adoptée avec**

| | | |
|------------|----|------|
| POUR | 22 | voix |
| CONTRE | 0 | voix |
| ABSTENTION | 0 | voix |

OBJET :

AFFAIRES BUDGETAIRES

Débat d'orientation
budgétaire (DOB)

Certifiée exécutoire

Publication par voie
d'affichage : 29/01/2018

Commune de Saint-Pantaléon-de-Larche

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Le vingt-cinq janvier deux mil dix-huit à 20 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE (Corrèze) dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Alain LAPACHERIE, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 17 janvier 2018

PRESENTS : Alain LAPACHERIE, Dominique BORDEROLLE, Anne-Marie OUMEDJKANE, Dominique PAROUTOT, Marie-Paule TOURNADOUR, Martine JUGIE, Alain ISELIN, Marie-Odile MORIN, Élisabeth DEJEAN, Patrick CHARREAU, Olivier BOUDY, Céline CHASTIN, Nathalie EL KEJJAOU, Élisabeth AUGER, Jérôme MIRAT Joël MASSIAS, Brigitte NIRONI, Catherine LECIGNE, Stéphane RAYNAUD.

EXCUSES : Michel CENDRA-TERRASSA (pouvoir donné à Alain LAPACHERIE), Denis LOUBRIAT, Sylvie POLOMACK (pouvoir donné à Dominique PAROUTOT), Laurent SOULETIE, Nathalie BIGEAT-MARCOU (pouvoir donné à Dominique BORDEROLLE), Lionel TEIXEIRA, Vincent LAJUGIE, Jean-Yves SCHRAMM.

SECRETAIRE : Anne-Marie OUMEDJKANE

Vu l'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Conseil,

- après avoir pris connaissance du rapport d'orientation budgétaire 2018 présenté par Madame BORDEROLLE, adjointe aux Finances.
- après avoir entendu les précisions et explications fournies par l'adjointe à la demande des membres de l'Assemblée,
- après en avoir délibéré,

VOTE le rapport présenté au titre du débat public sur les orientations budgétaires de la Commune pour 2018.

Fait à Saint-Pantaléon-de-Larche, le 25 janvier 2018,

Le Maire,



Alain LAPACHERIE

Accusé de réception en préfecture
019-211922901-20180125-DL2018_01-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

RAPPORT DE PRESENTATION DU DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2018

1. Le contexte

Les nouvelles mesures adoptées fin 2017 par le Gouvernement vont impacter durablement les finances des collectivités territoriales.

En effet, si un plan de 10 milliards a été adopté pour faciliter l'investissement, d'autres mesures sont susceptibles d'impacter l'autonomie des collectivités. Le Gouvernement souhaite limiter les hausses des budgets de fonctionnement à + 1,2% (inflation comprise). Les plus grosses structures sont censées contractualiser sur cette base avec les Préfets. Cet objectif de limitation des dépenses sera apprécié à partir de l'année 2017 avec d'éventuelles réductions de dotations en 2018. Les collectivités de moindre importance dont la nôtre, sont censées participer à cet effort de limitation de la dépense publique (objectif 13 milliards d'euros) mais pour le moment sans sanction annoncée.

Pour notre niveau de collectivité, un fait est acquis, il n'y aura pas de baisse de dotations en 2018. Ce qui est un point positif et notable.

A l'avenir, c'est la réforme de la taxe d'habitation qui pose le plus de questions.

Selon une information du Sénateur Nougéin, membre de la commission des finances du Sénat, le nombre des nouveaux exonérés à St-Pantaléon sur le nombre total de foyer éligible à la taxe d'habitation est de 70,65 % (1459 foyers exonérés sur 2065). Le montant estimé de dégrèvement pour 2020 serait de 864 753 €. La taxe d'habitation sera compensée sur la base de 2017. Cet impôt représentait en 2016, 42,6% des ressources fiscales de la commune. Comme dans toutes compensations par l'Etat, va se poser la question de son évolution dans le temps car le risque est de perdre la dynamique fiscale propre à St-Pantaléon sur plus de 40 % de fiscalité. En effet, même si les communes auront toujours la possibilité de faire jouer un taux additionnel, la base risque bien d'être désormais, figée. Il faut néanmoins préciser que le Président de la République annonce pour l'horizon 2020 une réforme plus globale de la fiscalité territoriale.

Enfin, on notera qu'à l'issue de la Conférence Nationale des Territoires tenue à Cahors le 14 décembre. La trajectoire de désendettement des collectivités souhaitée par l'Etat à hauteur 2,6 milliards de hausse ne sera finalement pas contraignante.

2. Au niveau communal

A) Personnel

| Dépenses du personnel | | |
|-----------------------|-----------|-----------|
| 2016 | 2017 | variation |
| 1 787 536 | 1 845 170 | + 3% |

L'effectif total de la collectivité s'établit à 51 personnes dont 46 titulaires, 3 CDD et 2 emplois aidés.

Le nombre de titulaire baisse depuis 2014, où il était supérieur à 50.

La collectivité emploie 3 agents en CDD pour faire face au remplacement des congés en longue maladie.

Le nombre d'emplois aidés est également en baisse (-1) du fait d'une rupture conventionnelle amiable au 31 décembre 2017.

Les dépenses croissent du fait des hausses des cotisations (CNRACL, assurance vieillesse, IRCANTEC), des progressions de carrière, mais aussi de la progression du point d'indice (+1,2 % protocole PPCR 2016/2017).

En 2018, ce budget sera impacté par :

l'indemnité compensatrice de la hausse de la CSG (+1,7%) qui ne pourra pas être compensée par une baisse des cotisations chômage ou maladie comme dans le secteur privé.

Pour 2018, le Gouvernement a prévu à titre de compensation, la suppression de la taxe de 1 % dite de contribution exceptionnelle de solidarité. Celle-ci ne concernent pas tous les fonctionnaires. Une indemnité compensatrice externe à hauteur de 1,67 % sera mise en place. Elle sera calculée sur les revenus 2017, avec une revalorisation possible en 2019. Il pourra donc y avoir un décalage, mais à partir de 2019, le montant de cette indemnité sera fixe et donc en cas de hausse de salaire cette prime ne compensera plus totalement la hausse de la CSG.

L'article 48 du projet de loi des finances rétablit le jour de carence dans la fonction publique. Les agents publics ne bénéficieront du maintien de leur salaire qu'à compter du 2^{ème} jour d'arrêt maladie. C'est une économie chiffrée à 99 millions d'euros pour toute la fonction publique territoriale.

Les variations de charges 2018

- Alignement sur le SMIC : 9,88 € au lieu de 9,76 € ;
- Avantage en nature « nourriture » : 4,80 au lieu de 4,75 € ;
- Taux maladie
 - RG Pat : 13,00 % au lieu de 12,89 %
 - RP Pat : 9,88 % au lieu de 11,5 %
- Taux Assedic : 5 % au lieu de 6,45 %
- CSG déductible : 6,80 % au lieu de 5,10 %
- CNRACL : 10,56 % au lieu de 10,29 %
- Plafond horaire SS : 25 € au lieu de 24 €
- Plafond mensuel Sécu Soc :
 - Tr A : 3 311 au lieu de 3 269
 - Tr B : 13 244 au lieu de 13 076
- Plafond annuel Sécu Soc : 39 732 au lieu de 39 228

En 2018, sur notre collectivité compte tenu des textes déjà passés, les agents communaux pourront (sauf 2) profiter du nouveau régime indemnitaire (RIFSEEP) dont la plus-value en terme de dépenses peut être évaluée à 35 000 € par an.

La commune aura également à faire face à l'augmentation très importante de la prime d'assurance statutaire évaluable à 75 600 € pour l'année.

En terme de mouvement de personnel, on peut envisager :

- Sur le pôle scolaire :
 - Un départ en retraite faisant suite à un congé en longue maladie ;
 - Un contrat aidé dont la fin programmée en février 2018, pourrait être prolongé par un CDD jusqu'à la fin de l'année scolaire ;
 - L'évolution des effectifs sur ce pôle devra être apprécié à la lumière des effectifs scolaires. Pour l'année prochaine, une baisse est annoncée sur la maternelle du bourg.
- Sur les services techniques :
 - Afin de maintenir un niveau de service suffisant, un ancien contrat aidé sera proposé à la titularisation. Sa stagièrisation partira de janvier 2018.

B) Charges à caractère général

L'exercice pourrait se clôturer sur une hausse assez modérée de 1 % soit environ + 7671 €.

| | 2016 | Prévision 2017 |
|--------------|---------|----------------|
| Chapitre 011 | 777 048 | 784 719 |

Cette hausse traduira une meilleure maîtrise que sur l'exercice 2016 (+ 42 560 €).

| A titre d'exemple | 2016 | Prévision 2017 |
|-----------------------|-------------|----------------|
| Eau et assainissement | 20 008,96 € | 25 562 € |
| Carburants | 11 863,59 € | 13 334,29 € |
| Fournitures scolaires | 20 506,44 € | 22 018 € |
| Bâtiments publics | 24 305,19 € | 23 676,57 € |
| Transports collectifs | 17 765,32 € | 11 984 € |
| Télécommunication | 22 037,51 € | 22 267 € |
| Énergie | 166 111 € | 164 416 € |
| Petits équipements | 18 481 € | 18 179 € |

| | 2016 | 2017 |
|------------------------|----------|----------|
| Locations mobiliers | 6 281 € | 7 440 € |
| Autres biens mobiliers | 46 484 € | 45 649 € |
| Multirisques | 27 490 € | 25 572 € |
| Autres frais divers | 13 519 € | 19 076 € |
| Fêtes et cérémonie | 31 038 € | 32 853 € |
| Versement transports | 7 847 € | 9 637€ |

Même si les résultats sont contrastés d'un article à l'autre (cf supra), une augmentation de seulement +1% du chapitre 11 traduit une bonne maîtrise de ce budget, bien meilleure que celle de 2016 (+5,79%). On constatera le tassement de l'article « énergie » par contre, l'augmentation nette par exemple, de l'article « Autres frais divers » qui comprend les prestations NAP, ou l'évolution (prévisible) à la hausse du versement transport.

NOS CHARGES FINANCIERES

Nos charges financières sont toujours en forte diminution.

| Réalisé 2015 | Réalisé 2016 | Réalisé 2017 |
|--------------|--------------|--------------|
| 56 673 € | 44 610 € | 35 124 € |

Cf. Tableaux état de la dette en Annexe.

En synthèse totale :

| Réalisé 2014 | Réalisé 2015 | | Réalisé 2016 | | Prévision 2017 | |
|--------------|--------------|--------|--------------|----------|----------------|-------|
| 3 430 841 € | 3 240 530 € | - 5,8% | 3 364 367 € | + 3,82 % | 3 422 949 € | + 2 % |

Même si on reste au-dessus de l'indication de + 1,2 % donnée par le gouvernement, avec une prévision de seulement + 2 %, la section de fonctionnement est maîtrisée. L'évolution de l'ensemble des dépenses de fonctionnement hors chapitre 12 (personnel) est de seulement 0,24 %.

| SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES | | | | | |
|---|-----------------------------|-------------|-------------|-------------|----------------|
| Chapitre | Libellés | 2014 | 2015 | 2016 | Prévision 2017 |
| 11 | Charges à caractère général | 836 255 € | 734 488 € | 777 049 € | 784 719 € |
| 12 | Charges de personnel | 1 763 013 € | 1 757 537 € | 1 790 361 € | 1 845 170 € |
| 66 | Charges financières | 68 753 € | 56 673 € | 44 610 € | 35 124 € |

LES RESTES A REALISER

Les restes à réaliser « dépenses » sont en retrait très sensible par rapport à l'année dernière :

| 2016 | Prévision 2017 |
|---------------|----------------|
| 992 632 ,47 € | 760 000 € |

Dans ces RAR, on notera l'opération de sécurité sur la RD 152 et RD 152^F ou bien encore le programme « trottoir » dont l'exécution est en cours ainsi que la mise en accessibilité de l'abris bus de la salle des fêtes ou l'entrée du parc des sports.

Il faut bien sûr considérer les sommes inscrites pour assurer la continuité du chantier du bâtiment Ceyrac qui représentent à elles seules 232 285 € soit 30,5 %.

L'EXECUTION BUDGETAIRE

| | Budgété + DM | Réalisation prévisionnelle | |
|----------------|--------------|----------------------------|---------|
| FONCTIONNEMENT | 5 447 339 | 3 422 949 | 62,84 % |
| INVESTISSEMENT | 2 655 394 | 1 811 910 | 68,23 % |
| TOTAL | 8 102 733 | 5 234 859 | 64,60 % |

L'exécution budgétaire est en progression de + 2,60 %, avec une progression de + 10 % en investissement par rapport à l'année dernière. Là aussi, on note une évolution positive de ces ratios d'exécution.

LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Cette section revêtira cette année un caractère tout à fait singulier. En effet, à ce stade, le volume des opérations nouvelles bondira de 54,17 %.

| 2017 | 2018 prévisionnel |
|-------------|----------------------|
| 1 203 700 € | 2 222 000 € |

Sur cette enveloppe d'opérations nouvelles, on notera la place prépondérante tenue par la restructuration du bâtiment polyvalent Charles Ceyrac et de la nouvelle garderie.

La provision proposée de 1 710 000 € doit permettre d'assurer la restructuration des 2 bâtiments. Une enveloppe supplémentaire devra être inscrite en 2019 pour la finition des abords. Sauf imprévu, le bâtiment principal est livrable à l'été 2018 et la nouvelle garderie 6 à 8 mois plus tard.

Dans les opérations notables pour 2018, on peut relever la poursuite des efforts communaux sur les routes avec l'inscription d'une avant dernière tranche sur la VC n° 12 pour 80 000 € et le triplement de l'enveloppe trottoirs.

Compte tenu des capacités beaucoup plus importantes du nouveau système d'arrosage du parc des sports, la configuration actuelle de la prise d'eau dans la Vézère est désormais obsolète. Il apparaît nécessaire de la remplacer par une tranchée drainante.

Outre la traditionnelle enveloppe nécessaire à l'équipement en VPI, nous vous proposons d'inscrire une enveloppe de 26 000 € nécessaire aux études sur le PAB à mettre en œuvre au niveau de l'école de Bernou.

Liste prévisionnelle des nouveaux investissements 2018 (hors bâtiment Ceyrac)

| LISTE DES NOUVEAUX INVESTISSEMENTS PREVISIONNELS 2018 | |
|--|--|
| École de Bernou | Peinture d'une classe |
| Voirie | Enduits Opérations spécifiques VC 12 côté Chanet Trottoirs – Programme 2018 |
| Parc des sports | Etude réfection éclairage tennis Tranchée drainante stade |
| Autres réseaux | Dotations 2018 |
| Défense incendie | |
| Salle des mariages | Mobilier Bloc sanitaire |
| Cimetière | Clôture tranche 3 |
| Restauration enfant Jésus | |
| Renforcement réseau aménagement | « Clos Galandy » |
| Acquisitions foncières 2018 | |
| Matériels | VPI écoles + dotation 2018 |
| Etudes | PAB de Bernou |

LES PERSPECTIVES 2018

La commune n'envisage pas d'augmentation de ses taux de fiscalité. A cette date, nous ne disposons pas des renseignements fiscaux de la DGFIP. Une attitude prudente, nous conduit à reprendre les produits fiscaux de l'année dernière pour se projeter dans une simulation de budget primitif. Nous partons également du principe que les dotations de l'Etat sont reconduites.

PROJECTION DE RESULTAT CA2017

| FONCTIONNEMENT | | INVESTISSEMENT | | Résultat définitif excédentaire prévisionnel |
|-----------------------|-------------|-----------------------|-------------|---|
| <i>Recettes</i> | 5 538 355 € | <i>Recettes</i> | 2 065 559 € | |
| <i>Dépenses</i> | 3 422 949 € | <i>Dépenses</i> | 2 571 910 € | |
| RESULTAT | 2 115 406 € | RESULTAT | -506 351 € | 1 609 055 € |

Le résultat prévisionnel est évaluable à 1 609 055 € en léger retrait par rapport à celui de 2016 (1 642 630 €).

SIMULATION BP 2018

Avec une prévision de dépenses (nouvelles opérations d'investissement) à 2 222 000 €, la reconstitution de notre provision pour dépenses imprévues à hauteur de 200 000 €, l'équilibre budgétaire est évaluable à 8 641 268 €. Il se décomposerait comme suit :

En Section de fonctionnement, on peut évaluer :

⇒ En recettes prévisionnelles :

| | |
|---|--------------------|
| - Le résultat de l'exercice précédent | 1 609 000 € |
| - La fiscalité | 3 026 000 € |
| - Les dotations..... | 500 000 € |
| - Les produits | 225 000 € |
| - Les remboursements des charges..... | 60 000 € |
| Soit un total de | 5 420 000 € |

⇒ En dépenses prévisionnelles :

| | |
|--|--------------------|
| - Les dépenses de personnel..... | 1 935 000 € |
| - Les charges de gestion courantes et à caractère générale | 1 792 000 € |
| - Les dotations aux amortissements..... | 468 000 € |
| - Les frais financiers | 25 000 € |
| - Les dépenses imprévues | 200 000 € |
| - Le virement à la section d'investissement..... | 1 000 000 € |
| Soit un total de | 5 420 000 € |

En Section de d'investissement :

⇒ En recettes prévisionnelles :

| | |
|--|--------------------|
| - Chapitre 041 | 25 318 € |
| - FCTVA | 183 500 € |
| - Taxe d'aménagement | 33 000 € |
| - Subventions programmées | 380 000 € |
| - Excédent reporté..... | 13 772 € |
| - Article 1068..... | 506 351 € |
| - Amortissements | 468 000 € |
| - Restes à réaliser | 239 876 € |
| Sous-total | 1 849 817 € |
| - Virement prévisionnel section investissement.. | 1 000 000 € |
| - Emprunt prévisionnel | 371 451 € |
| Soit un total de | 3 221 268 € |

⇒ En dépenses prévisionnelles :

| | |
|---|--------------------|
| - Remboursement du capital de la dette..... | 200 500 € |
| - Dépenses programmées..... | 2 222 000 € |
| - Restes à réaliser | 760 000 € |
| - Chapitre 040 | 13 450 € |
| - Chapitre 041 | 25 318 € |
| Soit un total de | 3 221 268 € |

Le virement prévisionnel à la section d'investissement est évaluable à environ 1 000 000 € et le montant d'emprunt d'équilibre serait d'environ 400 000 €.

Compte tenu de la date et des nécessaires précisions à obtenir de la Trésorerie (calcul d'amortissement notamment), ces chiffres revêtent un caractère prévisionnel qu'il faudra affiner.

ANNEXE N°01 - Etat de la dette

Établissement : MAIRIE DE SAINT PANTALEON
Entité : Budget Principal

~ LISTE DES ÉCHÉANCES À PAYER ~
Du 01/01/2018 au 31/12/2018

Page : 1

Date d'édition : 16/01/2018

| Code Emprunt | Article | Date | Libellé de l'emprunt | Numéro de contrat | Capital | Intérêts | Frais divers | Total | Capital restant dû après échéance |
|--------------|---------|------------|--------------------------------|--------------------------------------|-------------------|------------------|--------------|-------------------|-----------------------------------|
| 2003-0001 | | 05/01/2018 | Prêt CACF 100 000 € | 00999695294 | 2 136,40 | 86,53 | 0,00 | 2 222,93 | |
| | | | | Total du mois de Janvier 2018 | 2 136,40 | 86,53 | 0,00 | 2 222,93 | 0,00 |
| 2004-0001 | | 25/02/2018 | Prêt CACF 500 000 € | 00999670491 | 41 337,70 | 3 502,22 | 0,00 | 44 839,92 | 43 053,18 |
| | | | | Total du mois de Février 2018 | 41 337,70 | 3 502,22 | 0,00 | 44 839,92 | 43 053,18 |
| 2003-0001 | | 05/04/2018 | Prêt CACF 100 000 € | 00999695294 | 2 157,71 | 65,22 | 0,00 | 2 222,93 | |
| | | | | Total du mois de Avril 2018 | 2 157,71 | 65,22 | 0,00 | 2 222,93 | 0,00 |
| 2009-0001 | | 05/05/2018 | Prêt 300 000€ C.Epargne | 7546956 | 27 865,65 | 3 706,01 | 0,00 | 31 571,66 | 59 334,56 |
| | | | | Total du mois de Mai 2018 | 27 865,65 | 3 706,01 | 0,00 | 31 571,66 | 59 334,56 |
| 2013-0001 | | 25/06/2018 | Prêt Caisse Epargne 300 000 € | 8438530 | 24 501,40 | 6 071,45 | 0,00 | 30 572,85 | 147 008,40 |
| | | | | Total du mois de Juin 2018 | 24 501,40 | 6 071,45 | 0,00 | 30 572,85 | 147 008,40 |
| 2005-0001 | | 01/07/2018 | PRET CACF 450 000 € | 00999633763 | 36 415,20 | 2 895,77 | 0,00 | 39 310,97 | 39 395,16 |
| 2003-0001 | | 05/07/2018 | Prêt CACF 100 000 € | 00999695294 | 2 179,24 | 43,69 | 0,00 | 2 222,93 | |
| | | | | Total du mois de Juillet 2018 | 38 594,44 | 2 939,46 | 0,00 | 41 533,90 | 39 395,16 |
| 2006-0002 | | 15/08/2018 | Prêt BFT 800 000 € (modulable) | 060082 | 61 538,00 | 6 227,80 | 0,00 | 67 765,80 | 184 620,00 |
| | | | | Total du mois de Août 2018 | 61 538,00 | 6 227,80 | 0,00 | 67 765,80 | 184 620,00 |
| 2003-0001 | | 05/10/2018 | Prêt CACF 100 000 € | 00999695294 | 2 200,90 | 21,95 | 0,00 | 2 222,85 | 0,00 |
| | | | | Total du mois de Octobre 2018 | 2 200,90 | 21,95 | 0,00 | 2 222,85 | 0,00 |
| | | | | Total Établissement | 200 332,20 | 22 620,64 | 0,00 | 222 952,84 | 473 411,30 |
| | | | | Total de la période | 200 332,20 | 22 620,64 | 0,00 | 222 952,84 | 473 411,30 |

| Code Emprunt | Libellé de l'emprunt | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--------------|---|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|
| 2002-0006 | Divers tx equipement 5011033501 | 5 226,47 | | | | | | | |
| 2002-0019 | PRET 2 000 000 F | 29 302,88 | 29 302,88 | 14 651,57 | | | | | |
| 2002-0020 | PRET 3 000 000 F | 43 954,32 | 43 954,32 | 21 977,40 | | | | | |
| 2002-0022 | Prêt CACF 1 000 000 F | 13 745,49 | 13 745,49 | 13 745,47 | | | | | |
| 2002-0023 | PRET CACF 381 123€ | 32 653,56 | 32 600,78 | 32 543,74 | 16 258,89 | | | | |
| 2003-0001 | Prêt CACF 100 000 € | 8 891,72 | 8 891,72 | 8 891,72 | 8 891,72 | 8 891,64 | | | |
| 2004-0001 | Prêt CACF 500 000 € | 44 839,91 | 44 839,91 | 44 839,91 | 44 839,91 | 44 839,92 | 44 839,84 | | |
| 2005-0001 | PRET CACF 450 000 € | 39 310,98 | 39 310,98 | 39 310,98 | 39 310,98 | 39 310,97 | 39 311,05 | | |
| 2006-0002 | Prêt BFT 800 000 € (modulable) | 73 993,44 | 72 436,53 | 70 879,62 | 69 322,71 | 67 765,80 | 66 208,89 | 64 651,97 | 63 101,06 |
| 2009-0001 | Prêt 300 000€ C.Epargne | 31 571,66 | 31 571,66 | 31 571,66 | 31 571,66 | 31 571,66 | 31 571,66 | 31 571,72 | |
| 2013-0001 | Prêt Caisse Epargne 300 000 € | 34 042,25 | 33 174,90 | 32 307,55 | 31 440,20 | 30 572,85 | 29 705,50 | 28 838,15 | 27 970,80 |
| | Dettes annuelles (Total des échéances) | 357 532,68 | 349 829,17 | 310 719,62 | 241 636,07 | 222 952,84 | 211 636,94 | 125 061,84 | 91 071,86 |

| Code Emprunt | Libellé de l'emprunt | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|--------------|---|------------------|------------------|------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| 2002-0006 | Divers tx equipement 5011033501 | | | | | | | | |
| 2002-0019 | PRET 2 000 000 F | | | | | | | | |
| 2002-0020 | PRET 3 000 000 F | | | | | | | | |
| 2002-0022 | Prêt CACF 1 000 000 F | | | | | | | | |
| 2002-0023 | PRET CACF 381 123€ | | | | | | | | |
| 2003-0001 | Prêt CACF 100 000 € | | | | | | | | |
| 2004-0001 | Prêt CACF 500 000 € | | | | | | | | |
| 2005-0001 | PRET CACF 450 000 € | | | | | | | | |
| 2006-0002 | Prêt BFT 800 000 € (modulable) | | | | | | | | |
| 2009-0001 | Prêt 300 000€ C.Epargne | 27 103,45 | 26 236,10 | 25 368,75 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2013-0001 | Prêt Caisse Epargne 300 000 € | | | | | | | | |
| | Dettes annuelles (Total des échéances) | 27 103,45 | 26 236,10 | 25 368,75 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | |
|---|------------|
| Établissement : MAIRIE DE SAINT PANTALEON 19600 ST PANTALEON LARCHE | Édité le |
| Budget : MAIRIE DE SAINT PANTALEON | 17/01/2018 |
| Exercice : 2017 | |

LISTE DES RESTES A REALISER INVESTISSEMENT / DEPENSES

| Chapitre Opé. | Article | Fonction | Libellé / Désignation | Programme | Total BUDGETE | Total REALISE | (1) Solde BUDGETAIRE (€) | Restes à REALISER (€) |
|---------------|---------|----------|--|-----------------------------|-------------------|-------------------|--------------------------|-----------------------|
| 040 | | | Opérations d'ordre de transferts entre sect | | 6 287,41 | 0,00 | 6 287,41 | |
| | 23152 | 01 | Immo.corpor. encours - Instal., matériel | 0001-OPERATIONS FINANCIERES | 6 287,41 | 0,00 | 6 287,41 | |
| 16 | | | Emprunts et dettes assimilées | | 151 462,00 | 150 478,88 | 983,12 | |
| | 1641 | 01 | Emprunts en euros | 0001-OPERATIONS FINANCIERES | 151 462,00 | 150 478,88 | 983,12 | |
| 119 | | | Acquisitions de terrains | | 13 000,00 | 1 232,20 | 11 767,80 | 2 000,00 |
| | 21111 | 824 | Terrains nus | | 13 000,00 | 1 232,20 | 11 767,80 | 2 000,00 |
| 270 | | | Réhabilitation réseau pluvial | | 13 885,72 | 10 756,80 | 3 128,92 | 3 128,00 |
| | 23151 | 816 | Immo. corpor. en cours - Instal., matériel | | 13 885,72 | 10 756,80 | 3 128,92 | 3 128,00 |
| 273 | | | Révision générale du PLU | | 18 778,72 | 0,00 | 18 778,72 | 18 778,72 |
| | 202 | 020 | Frais liés à la réal. de doc. d'urb. et à la n | | 18 778,72 | 0,00 | 18 778,72 | 18 778,72 |
| 283 | | | Travaux PARC DES SPORTS | | 56 461,12 | 46 768,80 | 9 692,32 | 9 692,32 |
| | 23131 | 412 | Immo. corporelles en cours - Constructi | | 56 461,12 | 46 768,80 | 9 692,32 | 9 692,32 |
| 293 | | | Restructuration Bâtiment Polyvalent | | 494 650,39 | 262 365,16 | 232 285,23 | 232 285,23 |
| | 23131 | 251 | Immo. corporelles en cours - Constructi | | 494 650,39 | 262 365,16 | 232 285,23 | 232 285,23 |
| 297 | | | Travaux accessibilité bâtiments | | 177 222,67 | 136 913,17 | 40 309,50 | 40 309,50 |
| | 23131 | 824 | Immo. corporelles en cours - Constructi | | 177 222,67 | 136 913,17 | 40 309,50 | 40 309,50 |
| 298 | | | Aménagement Parc de Lestrade | | 628 442,64 | 560 182,19 | 68 260,45 | 68 260,45 |
| | 23121 | 823 | Immo. corporelles en cours - Agencmts | | 628 442,64 | 560 182,19 | 68 260,45 | 68 260,45 |
| 312 | | | Accessibilité abri bus Placde Bluss | | 9 000,00 | 0,00 | 9 000,00 | 9 000,00 |
| | 23151 | 824 | Immo. corpor. en cours - Instal., matériel | | 9 000,00 | 0,00 | 9 000,00 | 9 000,00 |
| 314 | | | Mini PAB Bernou | | 12 890,00 | 3 552,00 | 9 338,00 | 9 338,00 |
| | 23151 | 824 | Immo. corpor. en cours - Instal., matériel | | 12 890,00 | 3 552,00 | 9 338,00 | 9 338,00 |
| 317 | | | Etudes besoins et accessib Parc spor | | 17 400,00 | 1 674,00 | 15 726,00 | 15 726,00 |
| | 2031 | 412 | Frais d'études | | 17 400,00 | 1 674,00 | 15 726,00 | 15 726,00 |
| 318 | | | Raccordem électrique Bd de Feletz | | 3 500,00 | 3 378,07 | 121,93 | |

| | | |
|---------------|---|------------|
| Etablissement | : MAIRIE DE SAINT PANTALEON 19600 ST PANTALEON LARCHE | Edité le |
| Budget | : MAIRIE DE SAINT PANTALEON | 17/01/2018 |
| Exercice | : 2017 | |

LISTE DES RESTES A REALISER INVESTISSEMENT / DEPENSES (Suite)

| Chapitre Opé. | Article | Fonction | Libellé / Désignation | Programme | Total BUDGETE | Total REALISE | (1) Solde BUDGETAIRE (€) | Restes à REALISER (€) |
|---------------|---------|--|--|-----------|-------------------|------------------|--------------------------|-----------------------|
| | 23151 | 816 | Immo. corpor. en cours - Instal., matériel | | 3 500,00 | 3 378,07 | 121,93 | |
| 324 | | Equipements et Matériels 2016 | | | 4 495,87 | 4 495,87 | 0,00 | |
| | 2183 | 023 | Matériel de bureau et matériel informati | | 112,92 | 0,00 | 112,92 | |
| | 2183 | 213 | Matériel de bureau et matériel informati | | 3 226,00 | 1 554,00 | 1 672,00 | |
| | 21841 | 412 | Mobilier | | 298,22 | 0,00 | 298,22 | |
| | 21881 | 020 | Autres immobilisations corporelles | | 858,73 | 2 941,87 | -2 083,14 | |
| 325 | | Equipements et matériels 2017 | | | 123 004,84 | 88 897,27 | 34 107,57 | 33 947,57 |
| | 2182 | 810 | Matériel de transport | | 31 000,00 | 14 163,56 | 16 836,44 | 16 836,44 |
| | 2183 | 213 | Matériel de bureau et matériel informati | | 16 000,00 | 15 840,00 | 160,00 | |
| | 21881 | 020 | Autres immobilisations corporelles | | 25 504,84 | 15 469,35 | 10 035,49 | 10 035,49 |
| | 21881 | 412 | Autres immobilisations corporelles | | 10 500,00 | 9 944,36 | 555,64 | 555,64 |
| | 21881 | 823 | Autres immobilisations corporelles | | 40 000,00 | 33 480,00 | 6 520,00 | 6 520,00 |
| 326 | | Clos et sécurisation Ecoles | | | 73 700,00 | 66 411,64 | 7 288,36 | 7 288,36 |
| | 23131 | 213 | Immo. corporelles en cours - Constructi | | 73 700,00 | 66 411,64 | 7 288,36 | 7 288,36 |
| 327 | | Aménagements vestiaires Parc Sports | | | 24 700,00 | 23 412,20 | 1 287,80 | |
| | 23131 | 412 | Immo. corporelles en cours - Constructi | | 24 700,00 | 23 412,20 | 1 287,80 | |
| 328 | | Réaménagement Salle des Fêtes | | | 23 300,00 | 23 235,49 | 64,51 | |
| | 21841 | 314 | Mobilier | | 0,00 | 3 480,00 | -3 480,00 | |
| | 23131 | 314 | Immo. corporelles en cours - Constructi | | 23 300,00 | 19 755,49 | 3 544,51 | |
| 329 | | Aménagement intérieur Salle Mariage | | | 31 600,00 | 17 745,42 | 13 854,58 | 13 854,58 |
| | 23131 | 020 | Immo. corporelles en cours - Constructi | | 31 600,00 | 17 745,42 | 13 854,58 | 13 854,58 |
| 330 | | Restauration tableau enfant Jésus | | | 5 000,00 | 0,00 | 5 000,00 | 3 000,00 |
| | 2316 | 324 | Restauration de collections et d'oeuvres | | 5 000,00 | 0,00 | 5 000,00 | 3 000,00 |
| 331 | | Réaménagement cimetière 2è tranche | | | 22 000,00 | 8 580,00 | 13 420,00 | 13 420,00 |
| | 23131 | 026 | Immo. corporelles en cours - Constructi | | 22 000,00 | 8 580,00 | 13 420,00 | 13 420,00 |
| 332 | | Aménagement entrée du stade | | | 98 000,00 | 83 180,09 | 14 819,91 | 14 819,91 |

| | |
|---|------------------------|
| Etablissement : MAIRIE DE SAINT PANTALEON 19600 ST PANTALEON LARCHE | Edité le 17/01/2018 |
| Budget : MAIRIE DE SAINT PANTALEON | |
| Exercice : 2017 | |

**LISTE DES RESTES A REALISER
INVESTISSEMENT / DEPENSES (Suite)**

| Chapitre Opé. | Article | Fonction | Libellé / Désignation | Programme | Total BUDGETE | Total REALISE | (1) Solde BUDGETAIRE (€) | Restes à REALISER (€) |
|---------------|---------|--|--|-----------|-------------------|------------------|--------------------------|-----------------------|
| | 23131 | 412 | Immo. corporelles en cours - Constructi | | 98 000,00 | 83 180,09 | 14 819,91 | 14 819,91 |
| 333 | | Renforcement Défense Incendie | | | 6 000,00 | 0,00 | 6 000,00 | 6 000,00 |
| | 21568 | 113 | Autre matériel, outillage incendie, défen | | 6 000,00 | 0,00 | 6 000,00 | 6 000,00 |
| 334 | | Aquisition ensembles immobiliers | | | 51 000,00 | 0,00 | 51 000,00 | 51 000,00 |
| | 2115 | 824 | Terrains bâtis | | 51 000,00 | 0,00 | 51 000,00 | 51 000,00 |
| 335 | | Etude aménagement impasse Galandy | | | 5 000,00 | 0,00 | 5 000,00 | 5 000,00 |
| | 2031 | 824 | Frais d'études | | 5 000,00 | 0,00 | 5 000,00 | 5 000,00 |
| 336 | | Travaux Voirie et réseaux 2017 | | | 131 000,00 | 91 887,30 | 39 112,70 | 15 500,00 |
| | 23151 | 816 | Immo. corpor. en cours - Instal., matériel | | 40 000,00 | 11 371,20 | 28 628,80 | 7 500,00 |
| | 23151 | 822 | Immo. corpor. en cours - Instal., matériel | | 91 000,00 | 80 516,10 | 10 483,90 | 8 000,00 |
| 337 | | Trottoirs 2017 | | | 30 000,00 | 0,00 | 30 000,00 | 30 000,00 |
| | 23151 | 822 | Immo. corpor. en cours - Instal., matériel | | 30 000,00 | 0,00 | 30 000,00 | 30 000,00 |
| 338 | | VC 12 2ème tranche | | | 80 000,00 | 74 760,00 | 5 240,00 | 5 240,00 |
| | 23151 | 822 | Immo. corpor. en cours - Instal., matériel | | 80 000,00 | 74 760,00 | 5 240,00 | 5 240,00 |
| 339 | | Réhabilitation Pont La Nadalie | | | 11 900,00 | 0,00 | 11 900,00 | 6 000,00 |
| | 23151 | 816 | Immo. corpor. en cours - Instal., matériel | | 11 900,00 | 0,00 | 11 900,00 | 6 000,00 |
| 340 | | Opérations de sécurité | | | 45 500,00 | 11 469,60 | 34 030,40 | 34 030,40 |
| | 23151 | 822 | Immo. corpor. en cours - Instal., matériel | | 45 500,00 | 11 469,60 | 34 030,40 | 34 030,40 |
| 341 | | Signalisation routière et numérotat | | | 31 500,00 | 8 954,78 | 22 545,22 | 22 545,22 |
| | 21578 | 821 | Autre matériel et outillage de voirie | | 10 000,00 | 2 356,63 | 7 643,37 | 7 643,37 |
| | 23151 | 824 | Immo. corpor. en cours - Instal., matériel | | 21 500,00 | 6 598,15 | 14 901,85 | 14 901,85 |
| 342 | | Renforcem réseaux opérations aménag | | | 33 500,00 | 0,00 | 33 500,00 | |
| | 23151 | 820 | Immo. corpor. en cours - Instal., matériel | | 33 500,00 | 0,00 | 33 500,00 | |
| 343 | | Enfouissement réseaux | | | 85 000,00 | 5 367,24 | 79 632,76 | 79 632,76 |
| | 204158 | 816 | Bâtiments et installations | | 82 000,00 | 3 882,19 | 78 117,81 | 78 117,81 |

| | | |
|---------------|---|------------|
| Etablissement | : MAIRIE DE SAINT PANTALEON 19600 ST PANTALEON LARCHE | Edité le |
| Budget | : MAIRIE DE SAINT PANTALEON | 17/01/2018 |
| Exercice | : 2017 | |

**LISTE DES RESTES A REALISER
INVESTISSEMENT / DEPENSES (Suite)**

| Chapitre Opé. | Article | Fonction | Libellé / Désignation | Programme | Total BUDGETE | Total REALISE | (1) Solde BUDGETAIRE (€) | Restes à REALISER (€) |
|---|---------|----------------------------------|---|-----------|---------------------|---------------------|--------------------------|-----------------------|
| | 20422 | 816 | Bâtiments et installations | | 3 000,00 | 1 485,05 | 1 514,95 | 1 514,95 |
| 344 | | GTC Chauffage école bourg | | | 10 000,00 | 0,00 | 10 000,00 | 10 000,00 |
| | 23131 | 213 | Immo. corporelles en cours - Constructi | | 10 000,00 | 0,00 | 10 000,00 | 10 000,00 |
| TOTAUX INVESTISSEMENT / DEPENSES (€) | | | | | 2 529 181,38 | 1 685 698,17 | 843 483,21 | 759 797,02 |

| | |
|---|------------------------|
| Établissement : MAIRIE DE SAINT PANTALEON 19600 ST PANTALEON LARCHE | Edité le 17/01/2018 |
| Budget : MAIRIE DE SAINT PANTALEON | |
| Exercice : 2017 | |

**LISTE DES RESTES A REALISER
INVESTISSEMENT / RECETTES**

| Chapitre Opé. | Article | Fonction | Libellé / Désignation | Programme | Total BUDGETE | Total REALISE | (1) Solde BUDGETAIRE (€) | Restes à REALISER (€) |
|---------------|---------|----------|--|-----------------------------|-------------------|-------------------|--------------------------|-----------------------|
| 021 | | | Virement de la section de fonctionnement | | 675 058,41 | 0,00 | 675 058,41 | |
| | 021 | 01 | Virement de la section de fonctionnement | 0001-OPERATIONS FINANCIERES | 675 058,41 | 0,00 | 675 058,41 | |
| 040 | | | Opérations d'ordre de transferts entre sect | | 0,00 | 5 248,16 | -5 248,16 | |
| | 192 | 01 | Plus ou moins-values sur cessions d'imm | 0001-OPERATIONS FINANCIERES | 0,00 | 4 480,56 | -4 480,56 | |
| | 192 | 020 | Plus ou moins-values sur cessions d'imm | 0001-OPERATIONS FINANCIERES | 0,00 | 117,60 | -117,60 | |
| | 2111 | 01 | Terrains nus | 0001-OPERATIONS FINANCIERES | 0,00 | 650,00 | -650,00 | |
| 10 | | | Dotations, fonds divers et réserves | | 140 000,00 | 144 296,50 | -4 296,50 | |
| | 10222 | 01 | F.C.T.V.A. | 0001-OPERATIONS FINANCIERES | 105 000,00 | 110 631,26 | -5 631,26 | |
| | 10226 | 01 | Taxe d'aménagement | 0001-OPERATIONS FINANCIERES | 35 000,00 | 33 665,24 | 1 334,76 | |
| 270 | | | Réhabilitation réseau pluvial | | 0,00 | 4 318,26 | -4 318,26 | |
| | 1312 | 816 | Subv. équipement transf. - Régions | | 0,00 | 4 318,26 | -4 318,26 | |
| 283 | | | Travaux PARC DES SPORTS | | 35 826,00 | 20 013,00 | 15 813,00 | 15 813,00 |
| | 1321 | 412 | Subv. équipement non transf. - Etat & établi | | 7 000,00 | 5 600,00 | 1 400,00 | 1 400,00 |
| | 1323 | 412 | Subv. équipement non transf. - Département | | 28 826,00 | 14 413,00 | 14 413,00 | 14 413,00 |
| 293 | | | Restructuration Bâtiment Polyvalent | | 0,00 | 8 822,00 | -8 822,00 | |
| | 1321 | 251 | Subv. équipement non transf. - Etat & établi | | 0,00 | 8 822,00 | -8 822,00 | |
| 297 | | | Travaux accessibilité bâtiments | | 36 795,00 | 46 180,35 | -9 385,35 | |
| | 1323 | 824 | Subv. équipement non transf. - Département | | 14 795,00 | 27 576,00 | -12 781,00 | |
| | 1341 | 824 | Fonds éqpmnt non transf. - Dotation d'éq | | 22 000,00 | 18 604,35 | 3 395,65 | |
| 298 | | | Aménagement Parc de Lestrade | | 224 063,00 | 11 500,00 | 212 563,00 | 224 063,00 |
| | 1322 | 823 | Subv. équipement non transf. - Régions | | 119 063,00 | 0,00 | 119 063,00 | 119 063,00 |
| | 1341 | 823 | Fonds éqpmnt non transf. - Dotation d'éq | | 105 000,00 | 0,00 | 105 000,00 | 105 000,00 |
| | 1342 | 823 | Fonds éqpmnt non transf. - Amendes de p | | 0,00 | 11 500,00 | -11 500,00 | |
| 325 | | | Équipements et matériels 2017 | | 0,00 | 3 373,00 | -3 373,00 | |
| | 1313 | 213 | Subv. équipement transf. - Départements | | 0,00 | 3 373,00 | -3 373,00 | |
| 327 | | | Aménagements vestiaires Parc Sports | | 0,00 | 6 780,28 | -6 780,28 | |

| | |
|---|------------|
| Établissement : MAIRIE DE SAINT PANTALEON 19600 ST PANTALEON LARCHE | Édité le |
| Budget : MAIRIE DE SAINT PANTALEON | 17/01/2018 |
| Exercice : 2017 | |

**LISTE DES RESTES A REALISER
INVESTISSEMENT / RECETTES (Suite)**

| Chapitre Opé. | Article | Fonction | Libellé / Désignation | Programme | Total BUDGETE | Total REALISE | (1) Solde BUDGETAIRE (€) | Restes à REALISER (€) |
|---|---------|----------|--|-----------|---------------------|-------------------|--------------------------|-----------------------|
| | 1321 | 412 | Subv. éqpmnt non transf. - Etat & établi | | 0,00 | 6 780,28 | -6 780,28 | |
| 336 | | | Travaux Voirie et réseaux 2017 | | 0,00 | 20 000,00 | -20 000,00 | |
| | 1313 | 822 | Subv. éqpmnt transf. - Départements | | 0,00 | 20 000,00 | -20 000,00 | |
| 340 | | | Opérations de sécurité | | 0,00 | 11 500,00 | -11 500,00 | |
| | 1342 | 822 | Fonds éqpmnt non transf. - Amendes de p | | 0,00 | 11 500,00 | -11 500,00 | |
| TOTAUX INVESTISSEMENT / RECETTES (€) | | | | | 1 111 742,41 | 282 031,55 | 829 710,86 | 239 876,00 |

Délibération n°
2018.002

Séance du 25/01/2018
N° ordre : 02



Nombre de Conseillers

- En exercice : 27
- Présents : 19
- Excusés : 8
- Votants : 22
dont 3 pouvoirs

**VOTE : délibération
adoptée avec**

| | | |
|------------|----|------|
| POUR | 22 | voix |
| CONTRE | 0 | voix |
| ABSTENTION | 0 | voix |

OBJET :

AFFAIRES BUDGETAIRES

**Demande de subvention :
Programme écoles
numériques 2018**

Certifiée exécutoire

Publication par voie
d'affichage : 29/01/2018

Commune de Saint-Pantaléon-de-Larche

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Le vingt-cinq janvier deux mil dix-huit à 20 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de SAINT-PANTALEON-DE-LANCHE (Corrèze) dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Alain LAPACHERIE, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 17 janvier 2018

PRESENTS : Alain LAPACHERIE, Dominique BORDEROLLE, Anne-Marie OUMEDJKANE, Dominique PAROUTOT, Marie-Paule TOURNADOUR, Martine JUGIE, Alain ISELIN, Marie-Odile MORIN, Élisabeth DEJEAN, Patrick CHARREAU, Olivier BOUDY, Céline CHASTIN, Nathalie EL KEJJAOU, Élisabeth AUGER, Jérôme MIRAT Joël MASSIAS, Brigitte NIRONI, Catherine LECIGNE, Stéphane RAYNAUD.

EXCUSES : Michel CENDRA-TERRASSA (pouvoir donné à Alain LAPACHERIE), Denis LOUBRIAT, Sylvie POLOMACK (pouvoir donné à Dominique PAROUTOT), Laurent SOULETIE, Nathalie BIGEAT-MARCOU (pouvoir donné à Dominique BORDEROLLE), Lionel TEIXEIRA, Vincent LAJUGIE, Jean-Yves SCHRAMM.

SECRETARE : Anne-Marie OUMEDJKANE

Vu les demandes des Directeurs de l'école élémentaire du Bourg et de l'école primaire de Bernou sollicitant l'acquisition et l'installation de vidéoprojecteurs interactifs : deux pour l'école du bourg et 3 pour l'école de Bernou.

Vu le devis estimatif de la Société Amédia Solutions d'un montant de 10 462 € HT.

Considérant que dans le cadre de l'opération « École Numérique » organisée par l'Inspection Académique de la Corrèze, la commune peut bénéficier d'une aide auprès de l'État et du Conseil Départemental en se portant candidate pour cet achat.

Après en avoir délibéré, l'Assemblée :

- **EST FAVORABLE** à l'acquisition de cinq vidéoprojecteurs interactifs : 2 pour le groupe scolaire du Bourg Raymond Raoul BLUSSON et 3 pour le groupe scolaire de Bernou François Delbary pour un montant total H.T. de 10 462 €.
- **DECIDE** de faire acte de candidature pour l'installation de cinq vidéoprojecteurs interactifs.
- **SOLLICITE** un concours financier auprès
 - de l'État à hauteur de 50 % de la dépense HT plafonnée à 11244 € H.T. soit 5 231,00 €
 - du Conseil Départemental à hauteur de 30 % de la dépense HT plafonnée à 11 244 € H.T. soit 3 138,60 €soit une subvention totale de 8 369,60 €.
- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de l'exercice 2018.
- **AUTORISE** le Maire à signer tous les documents nécessaires à la conclusion de ce dossier et notamment l'acte de candidature.

Fait à Saint-Pantaléon-de-Larche, le 25 janvier 2018,

Le Maire,



Alain LAPACHERIE

Accusé de réception en préfecture
019-211922901-20180125-DL2018_02-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

Délibération n°
2018.003

Séance du 25/01/2018
N° ordre : 03



Nombre de Conseillers

- En exercice : 27
- Présents : 19
- Excusés : 8
- Votants : 22
dont 3 pouvoirs

**VOTE : délibération
adoptée avec**

| | | |
|------------|----|------|
| POUR | 22 | voix |
| CONTRE | 0 | voix |
| ABSTENTION | 0 | voix |

OBJET :

AFFAIRES BUDGETAIRES

**Demande de subvention :
Aménagement d'une
nouvelle garderie**

Certifiée exécutoire

Publication par voie
d'affichage : 29/01/2018

Commune de Saint-Pantaléon-de-Larche

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Le vingt-cinq janvier deux mil dix-huit à 20 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE (Corrèze) dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Alain LAPACHERIE, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 17 janvier 2018

PRESENTS : Alain LAPACHERIE, Dominique BORDEROLLE, Anne-Marie OUMEDJKANE, Dominique PAROUTOT, Marie-Paule TOURNADOUR, Martine JUGIE, Alain ISELIN, Marie-Odile MORIN, Élisabeth DEJEAN, Patrick CHARREAU, Olivier BOUDY, Céline CHASTIN, Nathalie EL KEJJAOU, Élisabeth AUGER, Jérôme MIRAT Joël MASSIAS, Brigitte NIRONI, Catherine LECIGNE, Stéphane RAYNAUD.

EXCUSES : Michel CENDRA-TERRASSA (pouvoir donné à Alain LAPACHERIE), Denis LOUBRIAT, Sylvie POLOMACK (pouvoir donné à Dominique PAROUTOT), Laurent SOULETIE, Nathalie BIGEAT-MARCOU (pouvoir donné à Dominique BORDEROLLE), Lionel TEIXEIRA, Vincent LAJUGIE, Jean-Yves SCHRAMM.

SECRETAIRE : Anne-Marie OUMEDJKANE

Vu le code général des collectivités territoriales

Vu la décision n° 2012.25 du 28 décembre 2012 confiant à CITYLINKS CONSEIL l'étude de faisabilité pour la restructuration du bâtiment polyvalent Charles Ceyrac.

Vu la décision n°2015.007 du 19 juin 2015 attribuant un marché de maîtrise d'œuvre concernant la restructuration du bâtiment polyvalent Charles CEYRAC avec le groupement SARL ARCHITECTURE COQ & LEFRANCO, BETEC SAS, ODETEC, INGEREST.

Vu la délibération du 20 octobre 2016 approuvant l'avant-projet définitif (APD) établi par l'équipe de maîtrise d'œuvre.

Vu la délibération du 30 mars 2017 sollicitant des concours financiers au titre de l'année 2017 pour la restructuration du bâtiment polyvalent Charles Ceyrac à différents partenaires.

Considérant l'intérêt de ce projet pour la commune qui consiste en une restructuration de deux bâtiments distincts permettant d'accueillir :

- Dans le bâtiment Charles Ceyrac : En rez de chaussée, la totalité du service de restauration de l'école du bourg (cuisine de production de 365 repas/jour, réfectoire maternelle, réfectoire élémentaire) indépendamment à l'étage un espace socio-culturel comprenant bibliothèque, point public multimédia, salles polyvalentes et des locaux mutualisés à usage associatif,
- Dans le bâtiment de l'actuelle cantine du bourg : le service de garderie

Considérant que dans le cadre de l'aménagement de la nouvelle garderie, la commune peut bénéficier d'une aide financière auprès de l'Etat.

Vu le rapport de Monsieur le Maire

Après délibération, l'assemblée :

- **SOLLICITE pour l'aménagement d'une nouvelle garderie dans le cadre de l'opération de restructuration du bâtiment polyvalent un concours financier au titre de l'année 2018 auprès de l'Etat :**

| TRAVAUX : AMENAGEMENT D'UNE NOUVELLE GARDERIE | | | | | |
|---|------------|-------------|--------------------|---------------------------|-----------------------------|
| Estimation des travaux H.T. | Dispositif | Taux minoré | Bonus Dvlp durable | Plafond assiette éligible | Estimation de la subvention |
| 266 000 € | DETR | 35 % | 5 % | 200 000 € | 80 000 € |

Accusé de réception en préfecture
019-211922901-20180125-DL2018_03-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

**Délibération n°
2018.003**

Séance du 25/01/2018
N° ordre : 03

- **ARRETE** le plan de financement pour les travaux d'aménagement de la nouvelle garderie pour 2018 comme suit :

| | |
|-------------------------------|------------------|
| Subvention ETAT (DETR) | 80 000 € |
| Subvention DEPARTEMENT | 15 000 € |
| Autofinancement | 171 000 € |

- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de l'exercice 2018.
- **DIT** que ce dossier constitue la priorité n° 1 au titre des demandes de subvention 2018 faites aux services de l'Etat.

suite

Fait à Saint-Pantaléon-de-Larche, le 25 janvier 2018,

Le Maire,



Alain LAPACHERIE

Certifiée exécutoire

Publication par voie
d'affichage : 29/01/2018

Accusé de réception en préfecture
019-211922901-20180125-DL2018_03-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

Délibération n°
2018.004

Séance du 25/01/2018
N° ordre : 04



Nombre de Conseillers

- En exercice : 27
- Présents : 19
- Excusés : 8
- Votants : 22
dont 3 pouvoirs

**VOTE : délibération
adoptée avec**

| | | |
|------------|----|------|
| POUR | 22 | voix |
| CONTRE | 0 | voix |
| ABSTENTION | 0 | voix |

OBJET :

AFFAIRES BUDGETAIRES

**Demande de subvention :
Restructuration du
bâtiment polyvalent et de
la garderie (mise en
accessibilité, espace
bibliothèque et garderie)**

Certifiée exécutoire

Publication par voie
d'affichage : 29/01/2018

Commune de Saint-Pantaléon-de-Larche

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Le vingt-cinq janvier deux mil dix-huit à 20 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE (Corrèze) dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Alain LAPACHERIE, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 17 janvier 2018

PRESENTS : Alain LAPACHERIE, Dominique BORDEROLLE, Anne-Marie OUMEDJKANE, Dominique PAROUTOT, Marie-Paule TOURNADOUR, Martine JUGIE, Alain ISELIN, Marie-Odile MORIN, Élisabeth DEJEAN, Patrick CHARREAU, Olivier BOUDY, Céline CHASTIN, Nathalie EL KEJJAOU, Élisabeth AUGER, Jérôme MIRAT Joël MASSIAS, Brigitte NIRONI, Catherine LECIGNE, Stéphane RAYNAUD.

EXCUSES : Michel CENDRA-TERRASSA (pouvoir donné à Alain LAPACHERIE), Denis LOUBRIAT, Sylvie POLOMACK (pouvoir donné à Dominique PAROUTOT), Laurent SOULETIE, Nathalie BIGEAT-MARCOU (pouvoir donné à Dominique BORDEROLLE), Lionel TEIXEIRA, Vincent LAJUGIE, Jean-Yves SCHRAMM.

SECRETARE : Anne-Marie OUMEDJKANE

Vu le code général des collectivités territoriales

Vu la décision n° 2012.25 du 28 décembre 2012 confiant à CITYLINKS CONSEIL l'étude de faisabilité pour la restructuration du bâtiment polyvalent Charles Ceyrac.

Vu la décision n°2015.007 du 19 juin 2015 attribuant un marché de maîtrise d'œuvre concernant la restructuration du bâtiment polyvalent Charles CEYRAC avec le groupement SARL ARCHITECTURE COQ & LEFRANCQ, BETEC SAS, ODETEC, INGEREST.

Vu la délibération du 20 octobre 2016 approuvant l'avant-projet définitif (APD) établi par l'équipe de maîtrise d'œuvre.

Vu la délibération du 17 février 2017 sollicitant des concours financiers au titre de l'année 2017 pour la restructuration du bâtiment polyvalent Charles Ceyrac à différents partenaires.

Considérant l'intérêt de ce projet pour la commune qui consiste en une restructuration de deux bâtiments distincts permettant d'accueillir :

- Dans le bâtiment Charles Ceyrac : En rez de chaussée, la totalité du service de restauration de l'école du bourg (cuisine de production de 365 repas/jour, réfectoire maternelle, réfectoire élémentaire) indépendamment à l'étage un espace socio-culturel comprenant bibliothèque, point public multimédia, salles polyvalentes et des locaux mutualisés à usage associatif,
- Dans le bâtiment de l'actuelle cantine du bourg : le service de garderie

Considérant que dans le cadre de cette opération, la commune peut bénéficier d'aides financières auprès du Département au titre de 2018.

Vu le rapport de Monsieur le Maire

Après délibération, l'assemblée :

- **SOLLICITE dans le cadre de la restructuration du bâtiment polyvalent Charles Ceyrac et de la garderie des concours financiers au titre de l'année 2018 auprès du Département répartis comme suit :**

Accusé de réception en préfecture
019-211922901-20180125-DL2018_04-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

**Délibération n°
2018.004**

Séance du 25/01/2018
N° ordre : 04

suite

| 1/ TRAVAUX « AMENAGEMENT D'UN ESPACE SOCIO CULTUREL » | | | | | |
|---|-----------------------------|--|------|---------------------|-----------------------|
| Désignation | Estimation des travaux H.T. | Dispositif | Taux | Plafond | Estimation subvention |
| Bibliothèque | 300 000 € | Bâtiments communaux et production d'énergie renouvelable | 30 % | 120 000 € assiette | 36 000 € |
| Mise en accessibilité | 130 000 € | Accessibilité | 25 % | 15 000 € subvention | 15 000 € |

| 2/ TRAVAUX « AMENAGEMENT D'UNE GARDERIE » sans les abords | | | | | |
|---|-----------------------------|-----------------------|------|---------------------|-----------------------|
| Désignation | Estimation des travaux H.T. | Dispositif | Taux | Plafond | Estimation subvention |
| Garderie (sans les abords) | 220 000 € | Equipements communaux | 25 % | 15 000 € subvention | 15 000 € |

- **ARRETE** le plan de financement pour l'année 2018 de l'ensemble de l'opération comme suit :

| | |
|-------------------------------|------------------|
| Subvention ETAT (DETR) | 80 000 € |
| Subvention AGGLO (FST) | 30 000 € |
| Subvention DEPARTEMENT | 66 000 € |
| Autofinancement | 590 500 € |

- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de l'exercice 2018.

Fait à Saint-Pantaléon-de-Larche, le 25 janvier 2018,

Le Maire,



Alain LAPACHERIE

Certifiée exécutoire

Publication par voie
d'affichage : 29/01/2018

Accusé de réception en préfecture
019-211922901-20180125-DL2018_04-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

Délibération n°
2018.005

Séance du 25/01/2018
N° ordre : 05



Nombre de Conseillers

- En exercice : 27
- Présents : 19
- Excusés : 8
- Votants : 22
dont 3 pouvoirs

**VOTE : délibération
adoptée avec**

| | | |
|------------|----|------|
| POUR | 22 | voix |
| CONTRE | 0 | voix |
| ABSTENTION | 0 | voix |

OBJET :

AFFAIRES BUDGETAIRES

**Demande de subvention :
Création de l'espace
socio-culturel**

Certifiée exécutoire

Publication par voie
d'affichage : 29/01/2018

Commune de Saint-Pantaléon-de-Larche

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Le vingt-cinq janvier deux mil dix-huit à 20 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE (Corrèze) dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Alain LAPACHERIE, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 17 janvier 2018

PRESENTS : Alain LAPACHERIE, Dominique BORDEROLLE, Anne-Marie OUMEDJKANE, Dominique PAROUTOT, Marie-Paule TOURNADOUR, Martine JUGIE, Alain ISELIN, Marie-Odile MORIN, Élisabeth DEJEAN, Patrick CHARREAU, Olivier BOUDY, Céline CHASTIN, Nathalie EL KEJJAOU, Élisabeth AUGER, Jérôme MIRAT Joël MASSIAS, Brigitte NIRONI, Catherine LECIGNE, Stéphane RAYNAUD.

EXCUSES : Michel CENDRA-TERRASSA (pouvoir donné à Alain LAPACHERIE), Denis LOUBRIAT, Sylvie POLOMACK (pouvoir donné à Dominique PAROUTOT), Laurent SOULETIE, Nathalie BIGEAT-MARCOU (pouvoir donné à Dominique BORDEROLLE), Lionel TEIXEIRA, Vincent LAJUGIE, Jean-Yves SCHRAMM.

SECRETAIRE : Anne-Marie OUMEDJKANE

Vu le code général des collectivités territoriales

Vu la décision n° 2012.25 du 28 décembre 2012 confiant à CITYLINKS CONSEIL l'étude de faisabilité pour la restructuration du bâtiment polyvalent Charles Ceyrac.

Vu la décision n°2015.007 du 19 juin 2015 attribuant un marché de maîtrise d'œuvre concernant la restructuration du bâtiment polyvalent Charles CEYRAC avec le groupement SARL ARCHITECTURE COQ & LEFRANCQ, BETEC SAS, ODETEC, INGEREST.

Vu la délibération du 20 octobre 2016 approuvant l'avant-projet définitif (APD) établi par l'équipe de maîtrise d'œuvre.

Vu la délibération du 17 février 2017 sollicitant des concours financiers au titre de l'année 2017 pour la restructuration du bâtiment polyvalent Charles Ceyrac à différents partenaires.

Considérant l'intérêt de ce projet pour la commune qui consiste en une restructuration de deux bâtiments distincts permettant d'accueillir :

- Dans le bâtiment Charles Ceyrac : En rez de chaussée, la totalité du service de restauration de l'école du bourg (cuisine de production de 365 repas/jour, réfectoire maternelle, réfectoire élémentaire) indépendamment à l'étage un espace socio-culturel comprenant bibliothèque, point public multimédia, salles polyvalentes et des locaux mutualisés à usage associatif,
- Dans le bâtiment de l'actuelle cantine du bourg : le service de garderie

Considérant que dans le cadre de l'aménagement d'un espace socio culturel, la commune peut bénéficier d'une aide financière auprès de l'AGGLO de Brive.

Vu le rapport de Monsieur le Maire

Après délibération, l'assemblée :

- **SOLLICITE pour l'aménagement d'un espace socio culturel dans le cadre de l'opération de restructuration du bâtiment polyvalent un concours financier au titre de l'année 2018 auprès de l'Agglo de Brive :**

**Délibération n°
2018.005**

Séance du 25/01/2018
N° ordre : 05

| TRAVAUX « AMENAGEMENT D'UN ESPACE SOCIO CULTUREL » | | | | | |
|--|-----------------------------|-----------------------------|------|--------------------|-----------------------|
| Désignation | Estimation des travaux H.T. | Dispositif | Taux | Plafond | Estimation subvention |
| Espace socio culturel | 939 000 € | Fond de soutien territorial | 20 % | 150 000 € assiette | 30 000 € |

suite

- **ARRETE** le plan de financement pour l'année 2018 de l'ensemble de l'opération comme suit :

| | |
|-------------------------------|------------------|
| Subvention ETAT (DETR) | 80 000 € |
| Subvention AGGLO (FST) | 30 000 € |
| Subvention DEPARTEMENT | 66 000 € |
| Autofinancement | 590 500 € |

- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de l'exercice 2018.

Fait à Saint-Pantaléon-de-Larche, le 25 janvier 2018,

Le Maire,



Alain LAPACHERIE

Certifiée exécutoire

Publication par voie
d'affichage : 29/01/2018

Accusé de réception en préfecture
019-211922901-20180125-DL2018_05-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

Délibération n°
2018.006

Séance du 25/01/2018
N° ordre : 06



Nombre de Conseillers

- En exercice : 27
- Présents : 19
- Excusés : 8
- Votants : 22
dont 3 pouvoirs

**VOTE : délibération
adoptée avec**

| | | |
|------------|----|------|
| POUR | 22 | voix |
| CONTRE | 0 | voix |
| ABSTENTION | 0 | voix |

OBJET :

AFFAIRES BUDGETAIRES

**Demande de subvention :
Programme de
voirie 2018**

Certifiée exécutoire

Publication par voie
d'affichage : 29/01/2018

Commune de Saint-Pantaléon-de-Larche

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Le vingt-cinq janvier deux mil dix-huit à 20 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE (Corrèze) dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Alain LAPACHERIE, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 17 janvier 2018

PRESENTS : Alain LAPACHERIE, Dominique BORDEROLLE, Anne-Marie OUMEDJKANE, Dominique PAROUTOT, Marie-Paule TOURNADOUR, Martine JUGIE, Alain ISELIN, Marie-Odile MORIN, Élisabeth DEJEAN, Patrick CHARREAU, Olivier BOUDY, Céline CHASTIN, Nathalie EL KEJJAOU, Élisabeth AUGER, Jérôme MIRAT Joël MASSIAS, Brigitte NIRONI, Catherine LECIGNE, Stéphane RAYNAUD.

EXCUSES : Michel CENDRA-TERRASSA (pouvoir donné à Alain LAPACHERIE), Denis LOUBRIAT, Sylvie POLOMACK (pouvoir donné à Dominique PAROUTOT), Laurent SOULETIE, Nathalie BIGEAT-MARCOU (pouvoir donné à Dominique BORDEROLLE), Lionel TEIXEIRA, Vincent LAJUGIE, Jean-Yves SCHRAMM.

SECRETAIRE : Anne-Marie OUMEDJKANE

Vu le code général des collectivités territoriales.

Vu que la commune souhaite réaliser en 2018 des travaux de revêtements.

Vu la proposition de programme voirie 2018 de la Commission Développement Territorial et Patrimoine du 22 septembre 2017.

Vu le nouveau dispositif annuel mis en place par le Conseil Départemental de la Corrèze permettant à la commune de bénéficier depuis 2016 d'une aide départementale calculée au taux de 40 % d'une assiette éligible fixée pour la commune à 50 000 € HT

Considérant que le programme proposé, estimé à 70 000 € H.T., porte sur les secteurs suivants :

- V.C. n° 21 à Gumond 15 000 € HT
- V.C. n° 27 aux Vestijoux 33 000 € HT
- V.C. n° 15 à Laumeuil 16 000 € HT
- V.C. n° 8 à La Roche Haute 6 000 € HT

Considérant que dans le cadre de ce dispositif annuel, la commune peut solliciter pour son opération de revêtements routiers 2018, un concours financier auprès du Conseil Départemental de la Corrèze.

Après délibération, l'Assemblée :

- **APPROUVE** le programme de voirie 2018 précité pour un montant estimatif de 70 000 € HT.
- **AUTORISE** le Maire à lancer la consultation auprès des entreprises selon la procédure adaptée en application des articles 27 et 80 du Décret des Marchés Publics 2016.
- **SOLLICITE**, au titre du programme de voirie 2018, un concours financier auprès du Conseil Départemental de la Corrèze, à hauteur de 40 % d'une assiette éligible fixée pour la commune à 50 000 € HT.

**Délibération n°
2018.006**

Séance du 25/01/2018
N° ordre : 06

suite

- **ARRETE** le plan de financement suivant :
 - **Subvention du Département : 20 000 €**
(40 % d'une assiette éligible de 50 000 € HT)
 - **Autofinancement : 50 000 €**
(env. 71,43 % du programme 2018 HT)

- **SOLLICITE** une dérogation pour pouvoir effectuer les travaux avant la délivrance de l'arrêté de subvention.

- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de l'exercice 2018.

Fait à Saint-Pantaléon-de-Larche, le 25 janvier 2018,

Le Maire,



Alain LAPACHERIE

Certifiée exécutoire

Publication par voie
d'affichage : 29/01/2018

Accusé de réception en préfecture
019-211922901-20180125-DL2018_06-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

Délibération n°
2018.007

Séance du 25/01/2018
N° ordre : 07



Nombre de Conseillers

- En exercice : 27
- Présents : 19
- Excusés : 8
- Votants : 22
dont 3 pouvoirs

**VOTE : délibération
adoptée avec**

| | | |
|------------|----|------|
| POUR | 22 | voix |
| CONTRE | 0 | voix |
| ABSTENTION | 0 | voix |

OBJET :

AFFAIRES BUDGETAIRES

Demande de subvention :
Réfection des voies
communales n° 12 et n° 6

Commune de Saint-Pantaléon-de-Larche

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Le vingt-cinq janvier deux mil dix-huit à 20 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE (Corrèze) dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Alain LAPACHERIE, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 17 janvier 2018

PRESENTS : Alain LAPACHERIE, Dominique BORDEROLLE, Anne-Marie OUMEDJKANE, Dominique PAROUTOT, Marie-Paule TOURNADOUR, Martine JUGIE, Alain ISELIN, Marie-Odile MORIN, Élisabeth DEJEAN, Patrick CHARREAU, Olivier BOUDY, Céline CHASTIN, Nathalie EL KEJJAOU, Élisabeth AUGER, Jérôme MIRAT Joël MASSIAS, Brigitte NIRONI, Catherine LECIGNE, Stéphane RAYNAUD.

EXCUSES : Michel CENDRA-TERRASSA (pouvoir donné à Alain LAPACHERIE), Denis LOUBRIAT, Sylvie POLOMACK (pouvoir donné à Dominique PAROUTOT), Laurent SOULETIE, Nathalie BIGEAT-MARCOU (pouvoir donné à Dominique BORDEROLLE), Lionel TEIXEIRA, Vincent LAJUGIE, Jean-Yves SCHRAMM.

SECRETARE : Anne-Marie OUMEDJKANE

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Considérant que dans le cadre de sa politique de développement de son territoire, la commune souhaite poursuivre les travaux de réfection de la Voie Communale n° 12 du côté des Chanets et sur la voie communale n° 6 ;
Considérant que dans le cadre de cette opération, la commune peut bénéficier d'une aide financière auprès de l'Etat ;
Vu le rapport de Monsieur le Maire ;

Après délibération, l'assemblée :

- **SOLLICITE dans des travaux de réfection des Voies Communales n° 12 et 6, un concours financier au titre de l'année 2018 auprès de l'Etat :**

| REFECTION DES VOIES COMMUNALES N° 12 ET N° 6 | | | | |
|--|------------|-------------|---------------------------|-----------------------------|
| Estimation des travaux H.T. | Dispositif | Taux minoré | Plafond assiette éligible | Estimation de la subvention |
| 59 520 € | DETR | 24 % | 50 000 € | 12 000 € |

- **ARRETE le plan de financement pour cette opération comme suit :**

| | |
|-------------------------------|-----------------|
| Subvention ETAT (DETR) | 12 000 € |
| Autofinancement | 47 520 € |

- **DIT que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de l'exercice 2018.**
- **DIT que ce dossier constitue la priorité n° 3 au titre des demandes de subvention 2018 faites aux services de l'Etat.**

Certifiée exécutoire

Publication par voie
d'affichage : 29/01/2018

Fait à Saint-Pantaléon-de-Larche, le 25 janvier 2018,

Le Maire,

Alain LAPACHERIE

Accusé de réception en préfecture
019-211922901-20180125-DL2018_07-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

Délibération n°
2018.008

Séance du 25/01/2018
N° ordre : 08



Nombre de Conseillers

- En exercice : 27
- Présents : 19
- Excusés : 8
- Votants : 22
dont 3 pouvoirs

**VOTE : délibération
adoptée avec**

| | | |
|------------|----|------|
| POUR | 22 | voix |
| CONTRE | 0 | voix |
| ABSTENTION | 0 | voix |

OBJET :

AFFAIRES BUDGETAIRES

**Demande de subvention :
Etude d'une Projet
d'Aménagement du Bourg
(PAB) à Bernou**

Certifiée exécutoire

Publication par voie
d'affichage : 29/01/2018

Commune de Saint-Pantaléon-de-Larche

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Le vingt-cinq janvier deux mil dix-huit à 20 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE (Corrèze) dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Alain LAPACHERIE, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 17 janvier 2018

PRESENTS : Alain LAPACHERIE, Dominique BORDEROLLE, Anne-Marie OUMEDJKANE, Dominique PAROUTOT, Marie-Paule TOURNADOUR, Martine JUGIE, Alain ISELIN, Marie-Odile MORIN, Élisabeth DEJEAN, Patrick CHARREAU, Olivier BOUDY, Céline CHASTIN, Nathalie EL KEJJAOU, Élisabeth AUGER, Jérôme MIRAT Joël MASSIAS, Brigitte NIRONI, Catherine LECIGNE, Stéphane RAYNAUD.

EXCUSES : Michel CENDRA-TERRASSA (pouvoir donné à Alain LAPACHERIE), Denis LOUBRIAT, Sylvie POLOMACK (pouvoir donné à Dominique PAROUTOT), Laurent SOULETIE, Nathalie BIGEAT-MARCOU (pouvoir donné à Dominique BORDEROLLE), Lionel TEIXEIRA, Vincent LAJUGIE, Jean-Yves SCHRAMM.

SECRETARE : Anne-Marie OUMEDJKANE

Vu le code général des collectivités territoriales

Considérant que dans le cadre de sa politique de développement de son territoire, la commune souhaite engager une réflexion d'ensemble sur un projet d'aménagement du quartier de Bernou.

Considérant que ce projet, compte tenu des diverses évolutions (démographie, PLU, etc..), a principalement pour objectif de requalifier la voirie et ses annexes et de définir les principes fonctionnels liés à la sécurité routière, l'articulation des activités actuelles y compris la recomposition de la zone de jeux pour les enfants du quartier.

Considérant que dans le cadre de cette étude de PAB à Bernou, la commune peut bénéficier d'une aide financière auprès de l'Etat.

Vu le rapport de Monsieur le Maire

Après délibération, l'assemblée :

- **SOLLICITE** dans le cadre de l'étude d'un PAB à Bernou un concours financier au titre de l'année 2018 auprès de l'Etat :

| ETUDE D'UN PAB A BERNOU | | | | |
|-----------------------------|------------|-------------|---------------------------|-----------------------------|
| Estimation des travaux H.T. | Dispositif | Taux minoré | Plafond assiette éligible | Estimation de la subvention |
| 15 970 € | DETR | 40 % | 20 000 € | 6 388 € |

- **ARRETE** le plan de financement pour cette étude comme suit :

| | |
|------------------------|---------|
| Subvention ETAT (DETR) | 6 388 € |
| Autofinancement | 9 582 € |

- **DIT** que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de l'exercice 2018.
- **DIT** que ce dossier constitue la priorité n° 2 au titre des demandes de subvention 2018 faites aux services de l'Etat.

Fait à Saint-Pantaléon-de-Larche, le 25 janvier 2018,

Le Maire,



Alain LAPACHERIE

Accusé de réception en préfecture
019-211922901-20180125-DL2018_08-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

Délibération n°
2018.009

Séance du 25/01/2018
N° ordre : 09



Nombre de Conseillers

- En exercice : 27
- Présents : 19
- Excusés : 8
- Votants : 22
dont 3 pouvoirs

VOTE : délibération adoptée avec

| | | |
|------------|----|------|
| POUR | 22 | voix |
| CONTRE | 0 | voix |
| ABSTENTION | 0 | voix |

OBJET :

AFFAIRES BUDGETAIRES

**Demande de subvention :
Campagne de mesure
et de surveillance
de qualité de l'air intérieur**

Certifiée exécutoire

Publication par voie
d'affichage : 29/01/2018

Commune de Saint-Pantaléon-de-Larche

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Le vingt-cinq janvier deux mil dix-huit à 20 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE (Corrèze) dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Alain LAPACHERIE, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 17 janvier 2018

PRESENTS : Alain LAPACHERIE, Dominique BORDEROLLE, Anne-Marie OUMEDJKANE, Dominique PAROUTOT, Marie-Paule TOURNADOUR, Martine JUGIE, Alain ISELIN, Marie-Odile MORIN, Élisabeth DEJEAN, Patrick CHARREAU, Olivier BOUDY, Céline CHASTIN, Nathalie EL KEJJAOU, Élisabeth AUGER, Jérôme MIRAT Joël MASSIAS, Brigitte NIRONI, Catherine LECIGNE, Stéphane RAYNAUD.

EXCUSES : Michel CENDRA-TERRASSA (pouvoir donné à Alain LAPACHERIE), Denis LOUBRIAT, Sylvie POLOMACK (pouvoir donné à Dominique PAROUTOT), Laurent SOULETIE, Nathalie BIGEAT-MARCOU (pouvoir donné à Dominique BORDEROLLE), Lionel TEIXEIRA, Vincent LAJUGIE, Jean-Yves SCHRAMM.

SECRETAIRE : Anne-Marie OUMEDJKANE

Vu le code général des collectivités territoriales

Considérant que la commune souhaite engager des investigations relatives à la surveillance de la qualité de l'air à l'intérieur de ses deux groupes scolaires. Considérant que cette démarche correspond aux obligations des propriétaires ou exploitants d'E.R.P. de type établissements d'accueil collectif d'enfants de moins de 6 ans, des écoles maternelles et des écoles élémentaires conformément au décret n°2015-1000 du 17 août 2015.

Considérant que ce nouveau dispositif réglementaire repose principalement sur la réalisation d'une campagne de mesures visant à l'évaluation des moyens d'aération des locaux pour un cycle de sept ans et le cas échéant envisager la mise en œuvre d'un programme d'actions préventives ou bien si nécessaire correctives.

Considérant que dans le cadre de cette opération, la commune peut bénéficier d'une aide financière auprès de l'Etat.

Vu le rapport de Monsieur le Maire

Après délibération, l'assemblée :

- **SOLLICITE, dans le cadre de la mise en œuvre d'une campagne de mesure et de surveillance de qualité de l'air intérieur dans les deux groupes scolaires, un concours financier au titre de l'année 2018 auprès de l'Etat :**

| CAMPAGNE DE MESURE ET DE SURVEILLANCE DE QUALITE DE L'AIR INTERIEUR | | | | |
|--|------------|-------------|---------------------------|-----------------------------|
| Estimation des travaux H.T. | Dispositif | Taux minoré | Plafond assiette éligible | Estimation de la subvention |
| 5 778 € | DETR | 32 % | 30 000 € | 1 849 € |

- **ARRETE le plan de financement pour cette étude comme suit :**

| | |
|-------------------------------|----------------|
| Subvention ETAT (DETR) | 1 849 € |
| Autofinancement | 3 929 € |

Accusé de réception en préfecture
019-211922901-20180125-DL2018_09-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

**Délibération n°
2018.009**

Séance du 25/01/2018
N° ordre : 09

- DIT que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de l'exercice 2018.
- DIT que ce dossier constitue la priorité n° 4 au titre des demandes de subvention 2018 faites aux services de l'Etat.

suite

Fait à Saint-Pantaléon-de-Larche, le 25 janvier 2018,

Le Maire,



Alain LAPACHERIE

Certifiée exécutoire

Publication par voie
d'affichage : 29/01/2018

Accusé de réception en préfecture
019-211922901-20180125-DL2018_09-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

Délibération n°
2018.010

Séance du 25/01/2018
N° ordre : 10



Nombre de Conseillers

- En exercice : 27
- Présents : 19
- Excusés : 8
- Votants : 22
dont 3 pouvoirs

**VOTE : délibération
adoptée avec**

| | | |
|------------|----|------|
| POUR | 22 | voix |
| CONTRE | 0 | voix |
| ABSTENTION | 0 | voix |

OBJET :

URBANISME

**Réglementation des
boisements**

Certifiée exécutoire

Publication par voie
d'affichage : 29/01/2018

Commune de Saint-Pantaléon-de-Larche

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Le vingt-cinq janvier deux mil dix-huit à 20 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE (Corrèze) dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Alain LAPACHERIE, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 17 janvier 2018

PRESENTS : Alain LAPACHERIE, Dominique BORDEROLLE, Anne-Marie OUMEDJKANE, Dominique PAROUTOT, Marie-Paule TOURNADOUR, Martine JUGIE, Alain ISELIN, Marie-Odile MORIN, Élisabeth DEJEAN, Patrick CHARREAU, Olivier BOUDY, Céline CHASTIN, Nathalie EL KEJJAOU, Élisabeth AUGER, Jérôme MIRAT Joël MASSIAS, Brigitte NIRONI, Catherine LECIGNE, Stéphane RAYNAUD.

EXCUSES : Michel CENDRA-TERRASSA (pouvoir donné à Alain LAPACHERIE), Denis LOUBRIAT, Sylvie POLOMACK (pouvoir donné à Dominique PAROUTOT), Laurent SOULETIE, Nathalie BIGEAT-MARCOU (pouvoir donné à Dominique BORDEROLLE), Lionel TEIXEIRA, Vincent LAJUGIE, Jean-Yves SCHRAMM.

SECRETARE : Anne-Marie OUMEDJKANE

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code rural et notamment l'article L. 126-1 ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment les articles L. 414.4 à 414.19 ;

Vu la loi du 23 février 2005 sur le développement des territoires ruraux transférant au Département la compétence en matière de réglementation des boisements.

Vu le décret n° 2006-394 du 30 mars 2006, relatif aux procédures d'aménagement foncier rural et notamment les articles R 126-1 et suivants

Vu les orientations et modalités de cette procédure que le Conseil Départemental a fixées par délibération du 14 décembre 2006 pour dix ans et renouvelées le 27 janvier 2017 pour un an.

Considérant qu'une nouvelle délibération sera soumise au Conseil Départemental pour les dix prochaines années.

Considérant que lors du Conseil Communautaire du 13 septembre 2017, les services compétents du Conseil Départemental ont présenté les différentes possibilités d'application d'une réglementation des boisements à l'échelle communale, ainsi que ses orientations et modalités.

Considérant que le Conseil Municipal doit délibérer afin de mettre en place la réglementation des boisements telle que définie par le code rural articles L 126-1 à L. 126-2 et R. 126-1 à R. 126-10 et d'intégrer la prochaine délibération départementale.

Vu le rapport de Monsieur le Maire

Après délibération, l'assemblée :

- **APPROUVE l'application de la réglementation des boisements.**

Fait à Saint-Pantaléon-de-Larche, le 25 janvier 2018,

Le Maire,



Alain LAPACHERIE

Accusé de réception en préfecture
019-211922901-20180125-DL2018_10-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

Délibération n°
2018.011

Séance du 25/01/2018
N° ordre : 11



Nombre de Conseillers

- En exercice : 27
- Présents : 19
- Excusés : 8
- Votants : 22
dont 3 pouvoirs

**VOTE : délibération
adoptée avec**

| | | |
|------------|----|------|
| POUR | 22 | voix |
| CONTRE | 0 | voix |
| ABSTENTION | 0 | voix |

OBJET :

DOMAINE ET PATRIMOINE

Dénominations de voies et
numérotations des
habitations

Certifiée exécutoire

Publication par voie
d'affichage : 29/01/2018

Commune de Saint-Pantaléon-de-Larche

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Le vingt-cinq janvier deux mil dix-huit à 20 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de SAINT-PANTALEON-DE-LANCHE (Corrèze) dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Alain LAPACHERIE, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 17 janvier 2018

PRESENTS : Alain LAPACHERIE, Dominique BORDEROLLE, Anne-Marie OUMEDJKANE, Dominique PAROUTOT, Marie-Paule TOURNADOUR, Martine JUGIE, Alain ISELIN, Marie-Odile MORIN, Élisabeth DEJEAN, Patrick CHARREAU, Olivier BOUDY, Céline CHASTIN, Nathalie EL KEJJAOU, Élisabeth AUGER, Jérôme MIRAT Joël MASSIAS, Brigitte NIRONI, Catherine LECIGNE, Stéphane RAYNAUD.

EXCUSES : Michel CENDRA-TERRASSA (pouvoir donné à Alain LAPACHERIE), Denis LOUBRIAT, Sylvie POLOMACK (pouvoir donné à Dominique PAROUTOT), Laurent SOULETIE, Nathalie BIGEAT-MARCOU (pouvoir donné à Dominique BORDEROLLE), Lionel TEIXEIRA, Vincent LAJUGIE, Jean-Yves SCHRAMM.

SECRETAIRE : Anne-Marie OUMEDJKANE

Vu le Code Général des Collectivités.

Vu la délibération n° 2015.054 du 26/06/2015 lançant une opération de dénomination et numérotation sur l'ensemble de la commune ciblée sur les parties rurales où l'acheminement des livraisons peut s'avérer complexe et surtout où les services de secours peuvent avoir des difficultés à intervenir.

Vu les délibérations du 05/11/2015, 22/09/2016, 20/10/2016 et du 07/12/2017 dénommant plusieurs voies sur le territoire communal.

Considérant que dans le cadre de cette opération, il est nécessaire de poursuivre la dénomination de voies sur le secteur de La Roche Basse et de la Cave.

Vu le rapport du Maire.

Après en avoir délibéré, l'Assemblée :

- **PROPOSE** les dénominations de rue suivante conformément au plan annexé à la présente :
 - **Secteur La Roche Basse** : Route de la Roche Basse
 - **Secteur La Cave** : Impasse de la Cave
- **APPROUVE** les dénominations précitées.

Fait à Saint-Pantaléon-de-Larche, le 25 janvier 2018,

Le Maire,



Alain LAPACHERIE

Délibération n°
2018.012

Séance du 25/01/2018
N° ordre : 12



Nombre de Conseillers

- En exercice : 27
- Présents : 19
- Excusés : 8
- Votants : 22
dont 3 pouvoirs

**VOTE : délibération
adoptée avec**

| | | |
|------------|----|------|
| POUR | 22 | voix |
| CONTRE | 0 | voix |
| ABSTENTION | 0 | voix |

OBJET :

DOMAINE ET PATRIMOINE

**Déclassement et aliénation
de biens communaux**

Certifiée exécutoire

Publication par voie
d'affichage : 29/01/2018

Commune de Saint-Pantaléon-de-Larche

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Le vingt-cinq janvier deux mil dix-huit à 20 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE (Corrèze) dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Alain LAPACHERIE, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 17 janvier 2018

PRESENTS : Alain LAPACHERIE, Dominique BORDEROLLE, Anne-Marie OUMEDJKANE, Dominique PAROUTOT, Marie-Paule TOURNADOUR, Martine JUGIE, Alain ISELIN, Marie-Odile MORIN, Élisabeth DEJEAN, Patrick CHARREAU, Olivier BOUDY, Céline CHASTIN, Nathalie EL KEJJAOU, Élisabeth AUGER, Jérôme MIRAT Joël MASSIAS, Brigitte NIRONI, Catherine LECIGNE, Stéphane RAYNAUD.

EXCUSES : Michel CENDRA-TERRASSA (pouvoir donné à Alain LAPACHERIE), Denis LOUBRIAT, Sylvie POLOMACK (pouvoir donné à Dominique PAROUTOT), Laurent SOULETIE, Nathalie BIGEAT-MARCOU (pouvoir donné à Dominique BORDEROLLE), Lionel TEIXEIRA, Vincent LAJUGIE, Jean-Yves SCHRAMM.

SECRETAIRE : Anne-Marie OUMEDJKANE

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L. 1311-1 posant le principe de l'inaliénabilité des propriétés qui appartiennent au domaine public.

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment les articles L. 2241-1, L. 2122-21, L. 2121-29

Considérant que pour céder un bien de son domaine public, la commune est tenue préalablement de le déclasser, afin de l'incorporer dans son domaine privé.

Considérant que le conseil municipal a l'obligation de délibérer afin d'autoriser le maire à vendre un bien appartenant au domaine privé communal.

Compte tenu qu'un certain nombre de matériels « Mobiliers divers » ne répondent plus à aucune utilité fonctionnelle et compte tenu de leur état, il s'avère nécessaire de les déclasser, de les sortir de l'inventaire et de les détruire ou de les céder.

Après délibération, l'Assemblée :

- **AUTORISE le Maire à déclasser, sortir de l'inventaire et détruire ou céder les biens mobiliers suivants :**

| Matériels « Mobiliers divers » | INVENTAIRE | | après déclassement |
|---|------------|------|-----------------------|
| | Date | N° | |
| Véhicule Renault KANGOO immatriculé 8751 RX 19 | 25/01/2001 | 1188 | Cession |
| Camion Renault MASTER Immatriculé 8074 RQ 19 | 09/07/1998 | 1102 | Destruction |

- **AUTORISE le Maire à effectuer toutes les démarches indispensables et à signer tous les documents nécessaires à la conclusion de ce dossier.**

Fait à Saint-Pantaléon-de-Larche, le 25 janvier 2018,

Le Maire,



Alain LAPACHERIE

Accusé de réception en préfecture
019-211922901-20180125-DL2018_12-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

Délibération n°
2018.013

Séance du 25/01/2018
N° ordre : 13



Nombre de Conseillers

- En exercice : 27
- Présents : 19
- Excusés : 8
- Votants : 18
dont 3 pouvoirs

**VOTE : délibération
adoptée avec**

| | | |
|------------|----|------|
| POUR | 18 | voix |
| CONTRE | 0 | voix |
| ABSTENTION | 4 | voix |

OBJET :

AFFAIRES SCOLAIRES

**Avis du Conseil Municipal
sur la Direction
de l'Ecole du Bourg**

Commune de Saint-Pantaléon-de-Larche

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Le vingt-cinq janvier deux mil dix-huit à 20 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE (Corrèze) dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Alain LAPACHERIE, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 17 janvier 2018

PRESENTS : Alain LAPACHERIE, Dominique BORDEROLLE, Anne-Marie OUMEDJKANE, Dominique PAROUTOT, Marie-Paule TOURNADOUR, Martine JUGIE, Alain ISELIN, Marie-Odile MORIN, Élisabeth DEJEAN, Patrick CHARREAU, Olivier BOUDY, Céline CHASTIN, Nathalie EL KEJJAOU, Élisabeth AUGER, Jérôme MIRAT Joël MASSIAS, Brigitte NIRONI, Catherine LECIGNE, Stéphane RAYNAUD.

EXCUSES : Michel CENDRA-TERRASSA (pouvoir donné à Alain LAPACHERIE), Denis LOUBRIAT, Sylvie POLOMACK (pouvoir donné à Dominique PAROUTOT), Laurent SOULETIE, Nathalie BIGEAT-MARCOU (pouvoir donné à Dominique BORDEROLLE), Lionel TEIXEIRA, Vincent LAJUGIE, Jean-Yves SCHRAMM.

SECRETARE : Anne-Marie OUMEDJKANE

Vu le projet de l'inspection académique de la Corrèze de regrouper les deux écoles du bourg en une seule ;
Vu l'avis du Conseil des Maîtres des établissements concernés ;
Vu l'avis des deux Conseils d'écoles de l'école primaire et de l'école maternelle ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- **EMET un avis favorable quant au regroupement des écoles maternelle et primaire du Bourg à condition que le contrat service civique évoqué en conseil d'écoles par l'Inspecteur de l'Education Nationale soit réellement mis en place et maintenu.**

Fait à Saint-Pantaléon-de-Larche, le 25 janvier 2018,

Le Maire,



Alain LAPACHERIE

Certifiée exécutoire

Publication par voie
d'affichage : 29/01/2018

Accusé de réception en préfecture
019-211922901-20180125-DL2018_13-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

Délibération n°
2018.014

Séance du 25/01/2018
N° ordre : 14



Nombre de Conseillers

- En exercice : 27
- Présents : 19
- Excusés : 8
- Votants : 22
dont 3 pouvoirs

**VOTE : délibération
adoptée avec**

| | | |
|------------|----|------|
| POUR | 22 | voix |
| CONTRE | 0 | voix |
| ABSTENTION | 0 | voix |

OBJET :

PERSONNEL COMMUNAL

Mise à jour du
tableau des emplois

Certifiée exécutoire

Publication par voie
d'affichage : 29/01/2018

Commune de Saint-Pantaléon-de-Larche

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Le vingt-cinq janvier deux mil dix-huit à 20 h 30, le Conseil Municipal de la Commune de SAINT-PANTALEON-DE-LARCHE (Corrèze) dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie sous la Présidence de Monsieur Alain LAPACHERIE, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 17 janvier 2018

PRESENTS : Alain LAPACHERIE, Dominique BORDEROLLE, Anne-Marie OUMEDJKANE, Dominique PAROUTOT, Marie-Paule TOURNADOUR, Martine JUGIE, Alain ISELIN, Marie-Odile MORIN, Élisabeth DEJEAN, Patrick CHARREAU, Olivier BOUDY, Céline CHASTIN, Nathalie EL KEJJAOU, Élisabeth AUGER, Jérôme MIRAT Joël MASSIAS, Brigitte NIRONI, Catherine LECIGNE, Stéphane RAYNAUD.

EXCUSES : Michel CENDRA-TERRASSA (pouvoir donné à Alain LAPACHERIE), Denis LOUBRIAT, Sylvie POLOMACK (pouvoir donné à Dominique PAROUTOT), Laurent SOULETIE, Nathalie BIGEAT-MARCOU (pouvoir donné à Dominique BORDEROLLE), Lionel TEIXEIRA, Vincent LAJUGIE, Jean-Yves SCHRAMM.

SECRETAIRE : Anne-Marie OUMEDJKANE

Considérant le tableau des emplois adopté par le Conseil Municipal le 7 décembre 2017.

Conformément à la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Compte tenu des nécessités des services, il appartient au Conseil Municipal de modifier le tableau des emplois,

Dans le cadre de l'évolution de carrières des agents, le Maire propose à l'Assemblée les modifications ci-dessous :

➤ **FILIERE TECHNIQUE**

- La création d'un poste de Technicien à temps complet.
- La création d'un poste de Technicien Principal de 2^{ème} classe à temps complet.
- La création d'un poste de Technicien Principal de 1^{ère} classe à temps complet.
- La création d'un poste d'Ingénieur à temps complet.
- La création d'un poste d'Ingénieur Principal à temps complet.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- **DÉCIDE d'adopter les modifications ainsi proposées.**
- **ADOpte le tableau des emplois ainsi modifié à compter du 25 janvier 2018 tel que présenté ci-après :**

Délibération n°
2018.014

Séance du 25/01/2018
N° ordre : 14

suite

| TABLEAU DES EMPLOIS TERRITORIAUX | | | | | | |
|--|-----|------------------------|-----------|----------------|-------------------------|--|
| Grades ou emplois | Cat | Effectif budgétaire | Effectif | | | |
| | | | Pourvus | Non pourvus | dont temps non complets | |
| | | | | | Total | Répartition |
| FILIERE ADMINISTRATIVE | | | | | | |
| Attaché | A | 2 | 1 | 1 | 0 | |
| Rédacteur principal de 1° classe | B | 1 | 1 | 0 | 0 | |
| Rédacteur | B | 2 | 0 | 2 | 0 | |
| Adjoint Administratif principal de 1° classe | C | 2 | 2 | 0 | 0 | |
| Adjoint Administratif principal de 2° classe | C | 4 | 4 | 0 | 0 | |
| Adjoint Administratif | C | 1 | 1 | 0 | 0 | |
| TOTAL | | 12 | 9 | 3 | | |
| FILIERE TECHNIQUE | | | | | | |
| Ingénieur principal | A | 2 | 1 | 1 | 0 | |
| Ingénieur | A | 1 | 0 | 1 | 0 | |
| Technicien principal 1 ^{ère} classe | B | 1 | 0 | 1 | 0 | |
| Technicien principal 2 ^{ème} classe | B | 1 | 0 | 1 | 0 | |
| Technicien | B | 1 | 0 | 1 | 0 | |
| Agent de Maîtrise principal | C | 4 | 4 | 0 | 0 | |
| Adjoint Technique principal de 1° classe | C | 3 | 3 | 0 | 1 | 1 poste à 31/35 ^{ème} |
| Adjoint Technique principal de 2° classe | C | 16 | 16 | 0 | 6 | dont 1 poste à 34/35 ^{ème} 1 poste à 33,5/35 ^{ème} 2 poste à 33/35 ^{ème} 1 poste à 30/35 ^{ème} 1 poste à 20/35 ^{ème} |
| Adjoint Technique | C | 4 | 3 | 1 | 0 | |
| TOTAL | | 33 | 27 | 6 | | |
| FILIERE SOCIALE | | | | | | |
| Agent spécialisé principal de 1° classe des écoles maternelles | C | 5 | 5 | 0 | 0 | |
| Agent spécialisé principal de 2° classe des écoles maternelles | C | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 poste à 33,75/35 ^{ème} |
| TOTAL | | 6 | 6 | 0 | | |
| FILIERE CULTURELLE | | | | | | |
| Adjoint du Patrimoine principal de 2° classe | C | 1 | 1 | 0 | 0 | |
| TOTAL | | 1 | 1 | 0 | | |
| FILIERE ANIMATION | | | | | | |
| Adjoint territorial d'animation | C | 1 | 1 | 0 | 0 | |
| TOTAL | | 1 | 1 | 0 | | |
| FILIERE SPORTIVE | | | | | | |
| conseiller des activités physiques et sportives principal | A | 1 | 1 | 0 | 0 | |
| TOTAL | | 1 | 1 | 0 | | |
| TOTAL GENERAL | | 54 | 45 | 9 | | |

| TABLEAU DES AGENTS DE DROIT PRIVE | | | | |
|-----------------------------------|-------------|----------|----|------------------|
| Grades ou emplois | Secteur | Effectif | IB | Motif du contrat |
| Agent technique | Service SCM | 1 | | Emploi d'avenirs |
| | Ecole | 1 | | CAE-CUI |
| TOTAL GENERAL | | 2 | | |

Certifiée exécutoire

Publication par voie
d'affichage : 29/01/2018

- DIT que les crédits correspondants sont inscrits au budget de l'exercice en cours.

Fait à Saint-Pantaléon-de-Larche, le 25 janvier 2018,

Le Maire,



Alain LAPACHERIE

Accusé de réception en préfecture
019-211922901-20180125-DL2018_14-DE
Date de télétransmission : 29/01/2018
Date de réception préfecture : 29/01/2018

COMMUNE DE
SAINT-PANTALÉON-DE-LARCHE



ARRÊTÉS DU MAIRE

09/01/2018



Nature de l'acte :
Libertés publiques et
pouvoirs de police

OBJET :

Réglementation tempo-
raire de la circulation :
VC n° 3 / RD 152^E

Travaux effectués
par l'entreprise AEL

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire de la Commune de Saint-Pantaléon-de-Larche (Corrèze),
Alain LAPACHERIE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2212.1, L. 2212.2 et L. 2213.1.

Vu le Code de la Route, notamment les articles R. 411-21-1, R.411-25.

Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1, 8^{ème} partie signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, modifiée.

Vu la demande de l'entreprise AEL, ZI de la Marquisie – 19600 St Pantaléon.
Considérant que pour permettre des travaux de terrassement pour branchement électrique ENEDIS, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la VC n° 3 et la RD152E et d'instituer une réglementation particulière par mesure de sécurité.

ARRÊTE

Article 1 – Afin de permettre la réalisation de ces travaux, la circulation de tous les véhicules s'effectuera au niveau de l'intersection de la VC n° 3 et la RD 152^E sous accotement avec un rétrécissement de la chaussée au droit du chantier du 15 au 26 janvier 2018 inclus.

Article 2 – La signalisation sera conforme à l'instruction interministérielle modifiée susvisée relative à la signalisation temporaire des routes et sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux.

Article 3 – Copie du présent arrêté sera transmise à :
- Monsieur l'Adjudant, commandant la Brigade de Gendarmerie de LARCHE,
- Monsieur le Responsable du Service Technique de la Commune,
- L'entreprise AEL.

Fait à Saint-Pantaléon-de-Larche, le 9 janvier 2018,

Le Maire,



Alain LAPACHERIE

Certifiée exécutoire

Publication par voie
d'affichage : 09/01/2018

09/01/2018



Nature de l'acte :
Libertés publiques et
pouvoirs de police

OBJET :

Réglementation tempo-
raire de la circulation :
VC n° 5
Vermeil Haut

Travaux effectués
par l'entreprise AEL

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire de la Commune de Saint-Pantaléon-de-Larche (Corrèze),
Alain LAPACHERIE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2212.1, L. 2212.2 et L. 2213.1.

Vu le Code de la Route, notamment les articles R. 411-21-1, R.411-25.

Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1, 8^{ème} partie signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, modifiée.

Vu la demande de l'entreprise AEL, ZI de la Marquisie – 19600 St Pantaléon.
Considérant que pour permettre des travaux de terrassement pour branchement électrique ENEDIS, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la VC n° 5 et d'instituer une réglementation particulière par mesure de sécurité.

ARRÊTE

Article 1 – Afin de permettre la réalisation de ces travaux, la circulation de tous les véhicules s'effectuera sur la VC n° 5 avec un rétrécissement de la chaussée au droit du chantier du 15 au 26 janvier 2018 inclus.

Article 2 – La signalisation sera conforme à l'instruction interministérielle modifiée susvisée relative à la signalisation temporaire des routes et sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux.

Article 3 – Copie du présent arrêté sera transmise à :
- Monsieur l'Adjudant, commandant la Brigade de Gendarmerie de LARCHE,
- Monsieur le Responsable du Service Technique de la Commune,
- L'entreprise AEL.

Fait à Saint-Pantaléon-de-Larche, le 9 janvier 2018,

Le Maire,



Alain LAPACHERIE

Certifiée exécutoire

Publication par voie
d'affichage : 09/01/2018

24/01/2018



Nature de l'acte :
Libertés publiques et
pouvoirs de police

OBJET :

Réglementation tempo-
raire de la circulation :
V.C. n° 3 à Laumeuil

Travaux effectués
par Ent. PIGNOT

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire de la Commune de Saint-Pantaléon-de-Larche (Corrèze),
Alain LAPACHERIE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2212.1, L. 2212.2 et L. 2213.1.

Vu le Code de la Route, notamment les articles R. 411-21-1, R.411-25.

Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1, 8^{ème} partie signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, modifiée.

Vu la demande de l'entreprise PIGNOT TP, ZA de la Galive à St-Pantaléon.

Considérant que pour permettre la réalisation des travaux de création d'un réseau d'assainissement pluvial (Brive-Laroche) dans le quartier de Laumeuil, il est nécessaire de réglementer la circulation sur la Voie Communale n° 3 au niveau des bâtiments de l'AFPA et d'instituer une réglementation particulière par mesure de sécurité.

ARRÊTE

Article 1 – Afin de permettre la réalisation de ces travaux, la circulation de tous les véhicules sera interdite sur la Voie Communale n° 3 au niveau des bâtiments de l'AFPA durant 5 jours dans la période allant du 12 au 23 février 2018 inclus.

Article 2 – Afin d'assurer la sécurité et le bon déroulement des travaux, des déviations seront mises en place par le chemin des Escures, la RD 69 et le chemin de la Galive notamment. La signalisation sera conforme à l'instruction interministérielle modifiée susvisée relative à la signalisation temporaire des routes et sera mise en place par l'entreprise en charge des travaux.

Article 3 – Copie du présent arrêté sera transmise à :
- Monsieur l'Adjudant, commandant la Brigade de Gendarmerie de LARCHE,
- Monsieur le Responsable du Service Technique de la Commune,
- L'entreprise PIGNOT.

Certifiée exécutoire

Fait à Saint-Pantaléon-de-Larche, le 24 janvier 2018,

Publication par voie
d'affichage : 26/01/2018

Le Maire,



Alain LAPACHERIE

31/01/2018



Nature de l'acte :
Libertés publiques et
pouvoirs de police

OBJET :

Réglementation tempo-
raire de la circulation :
« Multi sites
Communaux »

Travaux effectués
par l'entreprise
Philippe VEDIAUD
Publicité

ARRÊTÉ DU MAIRE

Le Maire de la Commune de Saint-Pantaléon-de-Larche (Corrèze),
Alain LAPACHERIE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L. 2212.1, L. 2212.2 et L. 2213.1.

Vu le Code de la Route, notamment les articles R. 411-21-1, R.411-25.

Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1, 8^{ème} partie signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, modifiée.

Vu la demande de l'entreprise Philippe VEDIAUD publicité.

Considérant qu'il est nécessaire de restreindre la circulation de manière ponctuelle et d'instituer une réglementation particulière par mesure de sécurité pour effectuer des travaux d'installation de mobilier urbain de type « planimètre à vocation publicitaire » sur plusieurs sites répartis sur la commune :

| | |
|---------------------------------|----------------------------------|
| Plan. 1 : Av Auguste Marchand | Plan. 10: Ave Alexis Jaubert |
| Plan. 2 : Av des Escures | Plan. 11 : Rue Mozart |
| Plan. 3 : Av du Colombier | Plan. 12 : Rue Victor Hugo |
| Plan. 4 : Av Alexis Jaubert | Plan. 13 :Rue des Ecoles |
| Plan. 5 : Av Charles de Gaulle | Plan. 14 : Ave Charles de Gaulle |
| Plan. 6 : Av Pierre Meyjonnade | Plan. 15 : bd De feletz |
| Plan. 7 : Av Charles de Gaulle | ABRIBUS : Rue de la mairie |
| Plan. 8 : Av du 11 Novembre | JEI : Av Charles de Gaulle |
| Plan. 9 : Ave Charles de Gaulle | |

ARRÊTE

Article 1 – La réalisation de ces travaux se déroulera « sans perturbation du trafic routier ». Compte tenu de la largeur des voies communales ou départementales en agglomération concernées par ces équipements, une restriction de façon très ponctuelle et sans incidence sur la circulation de tous les véhicules pourra s'opérer avec un « léger » rétrécissement en rive de chaussée au droit des chantiers sur la période allant du 1er février au 16 mars 2018 inclus. De plus, le stationnement sera interdit et une limitation de vitesse à 30 km/h sera également mise en place.

Article 2 – La signalisation sera conforme à l'instruction interministérielle modifiée susvisée relative à la signalisation temporaire des routes et sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux.

Article 3 – Copie du présent arrêté sera transmise à :
- Monsieur l'Adjudant, commandant la Brigade de Gendarmerie de LARCHE,
- Monsieur le Responsable du Service Technique de la Commune,
- L'entreprise VEDIAUD.

Certifiée exécutoire

Publication par voie
d'affichage : 31/01/2018

Fait à Saint-Pantaléon-de-Larche, le 31 janvier 2018,

Le Maire,

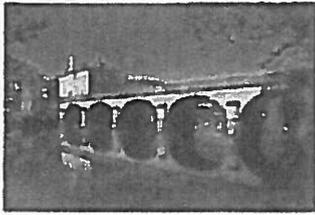


Alain LAPACHERIE

**COMMUNE DE
SAINT-PANTALÉON-DE-LARCHE**



DIVERS



République Française

Liberté - Egalité - Fraternité



Mairie de Larche

Département de la Corrèze
Arrondissement de Brive La Gaillarde

Larche, le 15 janvier 2018

**ARRETE 5-2018
ARRETE CONJOINT
COMMUNE DE LARCHE et SAINT PANTALEON DE LARCHE
INTERDICTION TEMPORAIRE
DE CIRCULATION
RUE DU PONT BARBAZAN
DU MERCREDI 17 JANVIER AU VENDREDI 19 JANVIER 2018**

Le Maire de la Commune de LARCHE ;
Le Maire de la Commune de SAINT PANTALEON DE LARCHE ;
Vu le Code des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Route ;
CONSIDERANT que la circulation Rue du Pont Barbazan (CD 19) sur la commune de LARCHE constituerait une gêne pour la dépose des illuminations de Noël (stationnement d'une nacelle au milieu de la rue) par l'entreprise MIANE ET VINATIER et par mesure de sécurité :

ARRETE

ARTICLE 1 : La circulation Rue du Pont Barbazan en ce qui concerne la Commune de LARCHE et rue Alexis Jaubert, du rond point (Boulangerie le Point Chaud) au Pont Barbazan en ce qui concerne le Commune de ST PANTALEON DE LARCHE sera INTERDITE à tous les véhicules :

DU MERCREDI 17 JANVIER AU VENDREDI 19 JANVIER 2018 INCLUS

ARTICLE 2 : Les dispositions de l'article 1 ne s'applique pas aux riverains de la rue Alexis Jaubert, route de Vinevialle, des Vergnassades et véhicules devant se rendre à la carrière LACHAUX sur la commune de ST PANTALEON DE LARCHE ainsi qu'aux véhicules de secours.

ARTICLE 3 : Des déviations seront mises en place par l'entreprise MIANE ET VINATIER

ARTICLE 4 : La signalisation réglementaire sera mise en place par l'entreprise MIANE ET VINATIER

ARTICLE 5 : Les services de gendarmerie seront chargés de faire appliquer les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 6 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Le Commandant de la communauté de Brigade de Gendarmerie de BRIVE
- Les services municipaux de la Commune de Larche (pour information) ;
- L'entreprise Miane et Vinatier ;

Le Maire de SAINT PANTALEON DE LARCHE,
Alain LAPACHERIE

Le Maire de LARCHE,
Bernard DUTEIL



✉ 2 rue du Pont Barbazan 19600 LARCHE
☎ 05.55.85.37.53 - 📠 05.55.85.10.19
Email : mairie.larche@wanadoo.fr